

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Université A. MIRA – BEJAIA



Faculté de Sciences Economique, Commerciales et des Sciences de Gestion

Département des Sciences Economiques

MEMOIRE DE FIN D'ETUDES

En vue de l'obtention du diplôme de Master en Science Economique

Option

Economie Quantitative

Thème

**L'effet des régimes de change sur le chômage en Algérie :
approche en modèle Logit-Probit**

Présenté par:

BEDHOUCHE Fares

BACHIOUA Yanis

Encadré par :

Mme ZIDAT Rafika

JURY:

Président : Mme GHERBI

Examinatrice : Mme BELKACMI lynda

Rapporteur : Mme ZIDAT Rafika

Promotion 2022/2023



Remerciement

Avant tout nous tenons à remercier Dieu le tout puissant pour nous avoir donné la force et la patience pour mener à terme ce travail.

Nous remercions nos familles qui nous ont toujours encouragés et soutenus durant toutes nos études.

Nous adressons notre reconnaissance à Mme ZIDAT d'avoir accepté de nous guider dans ce travail. Nous tenons à la remercier sincèrement pour sa disponibilité, sa gentillesse, et sa patience. Grâce à elle ce mémoire a pu être mené et réalisé dans d'excellentes conditions.

Nous remercions les membres de jury qui nous feront l'honneur de juger ce travail.

Notre sincère gratitude va vers tous ceux qui ont participé de près ou de loin à ce travail







Dédicaces

*Je dédie ce modeste travail à :
mémoire de mon père Abderrahmane et de mes grands-pères
Allaoua et Mouhamed. A ma très chers mère qui m'a guidé durant
les moments les plus pénibles de ce long chemin, A mon frère
Mounir, mes deux sœurs Souad et Sonia qui ont été à mes côtés
et m'ont soutenu durant toutes ses années et A mon oncle Lounes
et sa famille, mes tentes qui n'ont jamais cessé de me soutenir.*

*Mes très chères amis Zine-eddine, Juba, et mon binôme Yanis
qui m'ont permis d'avoir confiance en moi et d'apprendre des
choses que personne ne pourra me les apprendre.*

*Toute la famille **BEDHOUCHE** sans exception.*

Tous mes camarades du groupe

A la

Economie Quantitative et tous les enseignants.

F.BEDHOUCHE







Dédicaces

Je dédie ce modeste travail à :

Mes très chers parents qui m'ont guidé durant les moments les plus pénibles de ce long chemin, ma mère qui a été à mes côtés et ma soutenu durant toute ma vie, et mon père qui a sacrifié toute sa vie afin de me voir devenir ce que je suis, merci mes parents.

Mes très chers frères sœurs.

*Toute la famille **bachioua** sans exception.*

*Tous mes ami(e)s et toute la promotion 2022/2023,
Economie quantitative.*

Y.BACHIOUA



Sommaire

Sommaire

Remerciement

Dédicaces

Introduction Générale 1

Chapitre I: Le choix d'un régime de change

Section 01 : Typologie des régimes de change 6

Section 02 : Les théories de choix d'un régime de change 14

Section 03 : l'évolution de taux de change en Algérie 25

Chapitre II: Cadre théorique et empirique du chômage et de régime de change

Section 01 : Eléments de présentation du chômage 33

Section 2 : L'évolution du chômage en Algérie 44

Section 03 : L'incidence des régimes de change sur la performance économique 45

Chapitre III: Les effets des régimes de change sur le chômage en Algérie une analyse logit-probit

Section 01 : La modélisation logistique : Logit-Probit binaire 60

Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire 63

Conclusion générale 74

Références bibliographiques

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des graphes

Liste des figures

Annexe

Résumé

Introduction Générale

Le choix du régime de change est une question centrale qui suscite de nombreux débats au sein d'instances internationales telles que le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, ainsi que parmi les théoriciens et économistes de renom. Ce choix revêt une grande importance, remettant en question la politique économique d'un pays, sa marge de manœuvre et sa méthode d'ajustement macroéconomique. Les régimes de change sont des normes qui régissent les échanges externes et internes, et ils ont connu une évolution significative depuis la fin du système de commerce de l'or au début des années 70.

L'abandon du commerce de l'or a marqué le début d'un nouveau système monétaire caractérisé par la flexibilité, la rapidité et le risque, avec des fluctuations fréquentes des devises les unes par rapport aux autres. Cette situation a rendu difficile l'égalesation des taux de change, ce qui en fait l'une des variables de base les plus importantes contribuant à l'allocation optimale des ressources. Dans le cas de l'Algérie, le dinar algérien est devenu plus efficace et a acquis de la valeur pour atteindre des taux de croissance appropriés et maintenir la stabilité des prix généraux.

Dans ce contexte, notre étude se concentre sur l'analyse de la relation entre les régimes de change et le taux de chômage en Algérie. Le chômage est un défi majeur pour toutes les économies du monde, ayant des répercussions sur la croissance économique et le bien-être des populations. L'Algérie ne fait pas exception, et le chômage élevé dans le pays est attribué à divers facteurs tels que l'évolution démographique, l'inadéquation des compétences, le manque d'emplois décents et permanents, la crise économique mondiale et l'appel à la main-d'œuvre étrangère. Pour cela, nous posons la question suivante : **"Quels sont les effets des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie ?"**

Dans notre travail de recherche se concentre sur l'analyse de la relation entre les régimes de change et le taux de chômage en Algérie. Cette problématique nous amène à poser les questions suivantes :

-Quels sont les différents types de régimes de change, leurs avantages, leurs inconvénients et leur classification ?

-Quelles sont les différentes étapes de l'évolution de la politique de change en Algérie ?

-Existe-t-il une relation entre les régimes de change et les indicateurs macroéconomiques tels que la croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage et la balance commerciale ?

D'après cette problématique nous formulons les hypothèses de recherche suivantes :

Hypothèse 01 : Il existe deux mécanismes différents par lesquels les régimes de change peuvent influencer le taux de chômage. L'un de ces mécanismes peut avoir un effet positif sur le chômage, tandis que l'autre peut avoir des effets négatifs.

Hypothèse 02 : L'application d'un régime de change fixe a un effet positif sur le taux de chômage.

Ces hypothèses s'appuient sur des études antérieures qui ont montré qu'un passage d'un régime de change flexible à un ancrage dur peut contribuer à réduire le chômage. De plus, la variabilité du taux de change a été associée à un impact négatif sur le taux de chômage.

Pour répondre à notre problématique centrale, nous adopterons une approche économétrique en utilisant le modèle Logit-Probit binaire. Nous analyserons les effets des régimes de change fixe et flottant sur les indicateurs macroéconomiques tels que le PIB, le taux d'inflation, la balance commerciale et, surtout, le taux de chômage en Algérie. Cette analyse sera réalisée à l'aide du logiciel Eviews7.

Notre étude est structurée en trois chapitres. Le premier chapitre présente un aperçu théorique des régimes de change, en mettant en évidence leurs différents types, avantages, inconvénients et classifications. Le deuxième chapitre examine l'évolution de la politique de change en Algérie à travers ses différentes étapes. Le troisième et dernier chapitre est consacré à l'analyse des effets des régimes de change sur le chômage en Algérie en utilisant le modèle Logit-Probit, pour la période allant de 1970 à 2021. Enfin, nous conclurons notre étude en résumant les résultats essentiels, en formulant des recommandations et en proposant des perspectives de recherche.

De nombreux travaux de recherche ont mis en évidence l'importance de la relation entre les régimes de change et les indicateurs macroéconomiques tels que la croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage et la balance commerciale. Dans le cadre de notre étude, nous nous intéressons plus particulièrement à l'impact des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie.

Pour approfondir notre compréhension de cette relation, nous avons formulé plusieurs interrogations fondamentales. Tout d'abord, nous nous demandons quels sont les différents types de régimes de change, quels sont leurs avantages et inconvénients, et comment peut-on les classer. Cette analyse nous permettra d'établir une base solide pour l'étude de l'impact des régimes de change sur le chômage en Algérie.

Ensuite, nous examinons l'évolution de la politique de change en Algérie à travers ses différentes étapes. Il est important de comprendre comment la politique de change du pays a évolué au fil du temps, en tenant compte des facteurs économiques, politiques et externes qui ont influencé les décisions prises en matière de régime de change. Cette analyse historique nous permettra de mieux appréhender le contexte dans lequel le taux de chômage en Algérie a été influencé par les choix de régime de change.

Enfin, notre étude vise à analyser les effets des régimes de change sur le chômage en Algérie en utilisant le modèle Logit-Probit. Nous nous intéressons particulièrement à la période allant de 1970 à 2021, qui couvre une période significative de l'histoire économique de l'Algérie. En examinant les données disponibles, nous chercherons à déterminer si l'adoption d'un régime de change fixe ou flottant a un effet significatif sur le taux de chômage du pays. Nous analyserons également d'autres variables macroéconomiques telles que le PIB, le taux d'inflation et la balance commerciale pour mieux comprendre les interactions entre ces facteurs et le taux de chômage.

Notre approche méthodologique repose sur l'utilisation du modèle Logit-Probit, un outil statistique adapté pour analyser les relations binaires entre variables. Nous utiliserons le logiciel Eviews7, pour effectuer nos analyses et tester la significativité des effets des régimes de change sur les variables choisies, notamment le taux de chômage.

En conclusion, notre étude vise à apporter des éclairages sur la relation entre les régimes de change et le taux de chômage en Algérie. En examinant les différents types de régimes de change, l'évolution de la politique de change en Algérie et les effets des régimes de change sur les indicateurs macroéconomiques, nous espérons contribuer à une meilleure compréhension des mécanismes qui sous-tendent cette relation. Les résultats de notre étude pourraient avoir des implications importantes pour la formulation de politiques économiques visant à réduire le taux de chômage en Algérie et à promouvoir la croissance économique.

Le troisième chapitre de notre étude est consacré à l'analyse des effets des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie, en utilisant une approche basée sur le modèle Logit-Probit. Cette analyse nous permettra d'examiner de manière approfondie la relation entre les choix de régime de change et le niveau de chômage dans le pays.

Nous commencerons par présenter les résultats de nos analyses en utilisant le modèle Logit-Probit, qui nous permet de mesurer la significativité des effets des régimes de change sur le taux de chômage. Nous examinerons également d'autres variables macroéconomiques telles

que le PIB, le taux d'inflation et la balance commerciale, afin de mieux comprendre les interactions entre ces variables et le taux de chômage en Algérie.

En analysant les données disponibles sur la période allant de 1970 à 2021, nous pourrons observer les tendances et les évolutions du taux de chômage en fonction des différents régimes de change adoptés par l'Algérie au fil du temps. Nous chercherons à déterminer si l'adoption d'un régime de change fixe ou flottant a eu un impact significatif sur le taux de chômage dans le pays.

En outre, nous évaluerons les résultats à la lumière des hypothèses de recherche que nous avons formulées. Notre première hypothèse suggère qu'il existe deux mécanismes différents qui transmettent l'effet des régimes de change sur le taux de chômage, l'un ayant un effet positif sur le chômage et l'autre ayant des effets négatifs sur le taux de chômage. Nous examinerons si les résultats de notre analyse confirment cette hypothèse.

De même, notre deuxième hypothèse avance que l'application d'un régime de change fixe a un effet positif sur le taux de chômage. Nous chercherons à évaluer si nos résultats soutiennent cette hypothèse et si l'adoption d'un régime de change fixe en Algérie a eu un impact significatif sur le taux de chômage.

Chapitre I

Le choix d'un régime de change

Introduction

Le régime de change, également connu sous le nom de système de change, fait référence au mécanisme par lequel une économie détermine la valeur de sa monnaie par rapport aux autres devises du monde. Il existe plusieurs types de régimes de change, allant du taux de change fixe, où la valeur d'une monnaie est fixée par rapport à une autre monnaie ou à un panier de devises, au taux de change flottant, où la valeur d'une monnaie est déterminée par l'offre et la demande sur le marché des changes. Le choix d'un régime de change particulier a des implications majeures pour l'économie d'un pays, notamment pour son commerce international, ses flux de capitaux, sa politique monétaire et son marché du travail.

Le régime de change est un sujet d'intérêt majeur pour les économistes, les décideurs politiques et les chercheurs dans le domaine de l'économie et la finance internationales.

Il suscite également un débat continu sur les avantages et les inconvénients de chaque type de régime de change et sur leur impact sur différents aspects de l'économie, compris le marché du travail

Dans ce chapitre théorique, nous allons explorer les principales théories, les arguments en faveur et en défaveur, ainsi que les canaux de transmission liés aux régimes de change et leur impact potentiel sur le marché du travail.

Nous examinerons également les études empiriques existantes sur cette question en mettant l'accent sur le cas de l'Algérie afin de mieux comprendre comment le choix du régime de change peut affecter le marché du travail dans ce contexte spécifique.

En somme, ce chapitre vise à fournir une analyse approfondie du régime de change en tant que concept clé dans le domaine de l'économie internationale et évaluer son influence potentielle sur le marché du travail, en mettant en lumière les débats théoriques et les résultats empiriques existants.

Section 01 : Typologie des régimes de change

Dans cette section nous allons passer en revue les différents types de régime de change qui existent. Les régimes de change peuvent être classés en plusieurs catégories en fonction de la manière dont la valeur de la monnaie est déterminée, degré de flexibilité ou d'ajustement du taux de change, et du niveau d'intervention des autorités monétaires.

1-Régime de change fixe versus flexible

1-1-le régime de change fixe

Dans un régime de taux de change fixe, la valeur d'une monnaie est fixée par rapport à une autre monnaie ou à un panier de devises, et cette valeur est maintenue relativement fixe par les autorités monétaires par le biais d'interventions sur le marché des changes. Cela signifie que la monnaie ne fluctue généralement pas en fonction de l'offre et de la demande, c'est un répit fixe par rapport à la référence choisie.

1-1-1-Définition et caractéristiques du régime de change fixe

1-1-1-1-Définition du régime de change fixe

Selon la Banque de France, le régime de change fixe est un "régime dans lequel les autorités monétaires s'engagent à maintenir un taux de change nominal fixe, souvent en fixant la valeur de leur monnaie par rapport à une monnaie étrangère (le plus souvent le dollar américain), une parité ou un panier de devises, et en intervenant sur le marché des changes pour en garantir la stabilité".

Le régime de change fixe implique donc que la valeur de la monnaie d'un pays est fixe et ne varie pas librement sur le marché des changes. Les autorités monétaires s'engagent à maintenir ce taux de change nominal fixe en achetant ou en vendant des devises sur le marché des changes. Si la demande pour la monnaie du pays augmente, les autorités monétaires vendent des devises pour maintenir la valeur de la monnaie constante. Si la demande diminue, elles achètent des devises pour soutenir la valeur de la monnaie.¹

1-1-1-2-Les catégories de régimes fixes

Il existe différentes catégories de régimes de change fixe. Voici une présentation de ces différentes catégories avec leur définition et une référence pour approfondir :

1 Yougbare, Lassana. *Effets macroéconomiques des régimes de change : essais sur la volatilité, la croissance économique et les déséquilibres du taux de change réel*. Diss. Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I, 2009.

- **Le taux de change fixe pur** : Dans ce régime, le taux de change est fixe et aucune fluctuation n'est permise. Les autorités monétaires doivent donc intervenir sur le marché des changes pour maintenir la parité fixe.
- **Le taux de change fixe avec des marges de fluctuation** : Dans ce régime, les autorités monétaires permettent une certaine marge de fluctuation autour du taux de change nominal fixe. Si la monnaie dépasse ces marges, les autorités interviennent pour ramener la valeur de la monnaie dans ces marges.
- **Le taux de change fixe ajustable** : Dans ce régime, les autorités monétaires peuvent ajuster la valeur de la monnaie en réponse aux changements économiques. Elles peuvent par exemple dévaluer la monnaie pour stimuler les exportations ou la réévaluer pour freiner l'inflation.²

1-1-2- Les avantages et les inconvénients du régime de change fixe

1-1-2-1-les avantages du régime de change fixe

- **Stabilité des taux de change** : Le régime de change fixe offre une stabilité des taux de change, ce qui permet une meilleure prévisibilité pour les entreprises et les investisseurs. Les fluctuations des taux de change peuvent être évitées ou limitées, ce qui réduit l'incertitude liée aux échanges commerciaux.
- **Baisse de l'inflation** : Le régime de change fixe peut aider à maintenir l'inflation à des niveaux bas. En effet, la stabilité des taux de change permet de mieux contrôler les prix à l'importation et donc d'éviter des hausses de prix qui pourraient se répercuter sur les prix à la consommation.
- **Renforcement de la crédibilité** : Le régime de change fixe peut renforcer la crédibilité du pays en matière de politique économique, notamment en matière de lutte contre l'inflation. Cette crédibilité accrue peut à son tour renforcer la confiance des investisseurs et encourager l'investissement étranger.
- **Meilleure intégration économique** : Le régime de change fixe peut faciliter l'intégration économique entre les pays, en particulier ceux qui partagent le même régime de change. En effet, les échanges commerciaux entre les pays peuvent être

² MISHKIN, Frederic S. *Monnaie, banque et marchés financiers*. Pearson Education France, 2010.

facilités par la stabilité des taux de change, ce qui peut renforcer les liens économiques entre ces pays.³

1-1-2-2-les inconvénients du régime de change fixe

- **Perte d'autonomie monétaire** : dans un régime de change fixe, la politique monétaire est limitée par le maintien de la parité fixe, ce qui peut empêcher les autorités monétaires de mettre en place des politiques adaptées aux besoins de l'économie.
- **Vulnérabilité aux chocs externes** : lorsque l'économie subit des chocs externes, tels que des fluctuations importantes du taux de change de la devise de référence ou des changements dans les termes de l'échange, le régime de change fixe peut amplifier les effets de ces chocs et affecter négativement l'économie.
- **Risque de spéculations** : le maintien d'une parité fixe peut encourager les spéculateurs à chercher des opportunités de gain en attaquant la devise fixe, ce qui peut entraîner une dépréciation de la devise et des sorties de capitaux.
- **Nécessité de réserves de change importantes** : pour maintenir la parité fixe, les autorités monétaires doivent disposer de réserves de change suffisantes pour intervenir sur le marché des changes. Cela peut impliquer des coûts importants pour accumuler et maintenir ces réserves.
- **Absence de flexibilité** : le régime de change fixe ne permet pas une flexibilité suffisante pour répondre aux besoins économiques, car la parité fixe doit être maintenue à tout moment, ce qui peut limiter la capacité des autorités monétaires à réagir rapidement aux changements économiques.⁴

1-2-le régime de change flottant

Dans un régime de taux de change flottant, la valeur d'une monnaie est déterminée par l'offre et la demande sur le marché de change. Les fluctuations du taux de change sont donc laissées au libre jeu des forces du marché, sans intervention directe des autorités monétaires. Cela signifie que la valeur d'une monnaie peut varier au fil du temps en fonction des conditions économiques et des facteurs de marché.

3 K. Al-Smadi, M. M. Al-Sarayreh, & M. A. Al-Rawashdeh. (2018). Fixed Exchange Rate System: Pros and Cons. International Journal of Economics, Commerce and Management, 6(2), 104-116.

4 Edwards, S. (2015). The choice of exchange rate régime. MIT Press.

1-2-1 -Définition et caractéristiques du change flottant

1-2-1-1-Définition du change flottant

Le régime de change flottant est un régime dans lequel la valeur de la monnaie d'un pays est déterminée par l'offre et la demande sur le marché des changes. Cela signifie que le taux de change varie librement en fonction des facteurs économiques tels que l'inflation, les taux d'intérêt, les exportations et les importations.

Dans ce régime, les autorités monétaires n'interviennent pas sur le marché des changes pour maintenir la valeur de la monnaie à un niveau particulier. La valeur de la monnaie est donc déterminée par les forces du marché, ce qui peut entraîner une volatilité accrue des taux de change.

Les avantages du régime de change flottant sont la flexibilité et l'adaptabilité de la monnaie aux évolutions économiques, ainsi que l'absence de coûts liés à l'intervention sur le marché des changes. Cependant, cela peut également entraîner des fluctuations importantes du taux de change, ce qui peut rendre difficile la planification et les investissements à long terme.⁵

1-2-1-2-Les caractéristiques du change flottant

Les régimes de change flottants sont généralement divisés en deux catégories : les régimes flottants purs et les régimes flottants avec intervention.

1. **Régimes flottants purs** : Dans ces régimes, les autorités monétaires ne fixent pas de taux de change nominal et n'interviennent pas sur le marché des changes pour influencer le taux de change. Le taux de change est déterminé par l'offre et la demande sur le marché des changes. Les variations du taux de change peuvent être importantes et peuvent avoir un impact significatif sur l'économie nationale.
2. **Régimes flottants avec intervention** : Dans ces régimes, les autorités monétaires interviennent sur le marché des changes pour influencer le taux de change. Ils peuvent le faire en achetant ou en vendant des devises sur le marché des changes, ou en utilisant d'autres instruments tels que les taux d'intérêt. L'intervention des autorités monétaires peut aider à stabiliser le taux de change et à réduire la volatilité des taux de change.⁶

⁵ EL FERKTAJI, Mr Riadh, and Abderrahim HASNI. "Le mésalignement du Taux de Change Effectif Réel du Dinar Algérien."

⁶ International Monetary Fund. (2016). "Exchange Rate Regimes and Policies."

1-2.2 Les avantages et les inconvénients du change flottant

Le régime de change flottant présente des avantages mais aussi certains inconvénients :

1-2-2-1 Les avantages du change flottant

Les avantages du régime de change flottant sont les suivants :

- La flexibilité et l'adaptabilité de la monnaie aux évolutions économiques. Le taux de change s'ajuste automatiquement en fonction des conditions économiques telles que l'inflation, les taux d'intérêt, les exportations et les importations. Cela permet une réponse plus rapide aux chocs économiques et une meilleure capacité à maintenir la compétitivité.
- L'absence de coûts liés à l'intervention sur le marché des changes. Dans un régime de change flottant, les autorités monétaires n'interviennent pas sur le marché des changes pour maintenir la valeur de la monnaie à un niveau particulier, ce qui peut réduire les coûts associés à cette intervention.
- L'absence de contraintes sur la politique monétaire. Dans un régime de change flottant, les autorités monétaires peuvent ajuster les taux d'intérêt et les politiques monétaires en fonction des conditions économiques internes, sans être limitées par les contraintes du maintien d'un taux de change fixe.
- Cependant, le régime de change flottant peut également entraîner des inconvénients tels que des fluctuations importantes du taux de change, ce qui peut rendre difficile la planification et les investissements à long terme.⁷

1-2-2-2- les inconvénients du change flottant

Les critiques portées à l'encontre du régime de change flottant sont les suivantes :

- La volatilité des cours de change peut dissuader (influencer négativement) les échanges internationaux dans la mesure où il introduit un facteur d'incertitude dans les transactions internationales.

⁷ Fonds Monétaire International (FMI). (2016). Les régimes de change : Guide analytique et opérationnel pour les pays membres. Consulté le 07 avril 2023, à l'adresse <https://www.imf.org/fr/Publications/Publications-By-Subject?subject=ER>

- Le manque de coordination entre les différentes autorités monétaires, puisqu'il s'agit d'un régime de change flexible pur, chacun laisse sa monnaie fixer sa valeur sur le marché de change.

- C'est un régime qui peut être inflationniste, (l'incertitude, et le coût des opérations de couverture qui en découlent, tendent à faire augmenter les prix et à renforcer l'inflation).

- Le régime de change flottant décourage la spéculation dans la mesure où il la rend plus hasardeuse.

- La devise du pays peut inspirer moins de confiance qu'une devise à taux de changes fixes.

1-3- Les Régimes de change intermédiaire

Il existe un continuum de régimes de change, entre régime fixe et régime flottant, il est possible de définir un régime intermédiaire

1-3-1 -Définition et caractéristiques du change intermédiaire

1-3-1-1-Définition du change intermédiaire

Le régime de change intermédiaire est un système de taux de change qui combine des éléments du régime de change fixe et flottant. Dans ce régime, la devise d'un pays est autorisée à fluctuer à l'intérieur d'une bande de fluctuation prédéterminée autour d'un taux de change central. Les banques centrales interviennent sur le marché des changes pour maintenir le taux de change dans cette fourchette.

Le régime de change intermédiaire offre une certaine flexibilité à la banque centrale pour ajuster le taux de change en fonction des conditions économiques, tout en évitant les fluctuations excessives du taux de change qui peuvent nuire à la stabilité économique. Cependant, la marge de manœuvre limitée dans laquelle la devise peut fluctuer peut également entraîner une certaine incertitude sur les marchés, car il n'est pas clair si la banque centrale interviendra ou non pour maintenir le taux de change dans la fourchette cible.⁸

⁸ Obstfeld, M., & Taylor, A. M. (2004). Global capital markets: integration, crisis, and growth. Cambridge University Press.

1-3-1-2-Les caractéristiques du change intermédiaire

Les taux de change peuvent fluctuer dans une certaine mesure, mais il existe un taux de change central ou une fourchette de taux de change qui est maintenue par les autorités monétaires.

Les autorités monétaires peuvent intervenir sur le marché des changes pour influencer le taux de change en fonction de leur politique économique.

La stabilité du taux de change dépend de la crédibilité des autorités monétaires et de leur capacité à maintenir une politique économique cohérente.

Ce régime permet une certaine flexibilité pour s'adapter aux chocs économiques, mais peut-être moins prévisible que le régime de change fixe.⁹

Tableau N01 : Type de régime intermédiaire et ces Caractéristiques

Type de régime intermédiaire	Caractéristiques
Pegg flottant	Un taux de change fixe qui peut être ajusté périodiquement
Panier de devises	Le taux de change est lié à un panier de devises, plutôt qu'à une seule devise
Carling Pegg	Le taux de change fixe est ajusté périodiquement en fonction de l'inflation
Régime de change contrôlé	Le gouvernement intervient pour limiter la volatilité des taux de change
Bande de fluctuation	Le taux de change est autorisé à fluctuer dans une fourchette spécifiée autour d'un taux central fixe

Source : FMI

1-3-2-Les avantages et les inconvénients du change intermédiaire

1-3-2-1-les avantages de change intermédiaire

- **Stabilité économique** : Le régime de change intermédiaire permet d'obtenir une certaine stabilité économique en évitant les fluctuations excessives du taux de change. Cela peut favoriser les échanges commerciaux et les investissements.

⁹ : International Monetary Fund. (2016). Exchange Rate Regimes: Classification, Definitions and Monetary Policy Implications. <https://www.imf.org/external/np/pp/eng/2016/113016.pdf> consulter le 27 avril 2023

- **Flexibilité** : Le régime de change intermédiaire offre une certaine flexibilité en permettant une certaine variation du taux de change. Cela permet à l'économie de s'adapter aux chocs économiques extérieurs et intérieurs.
- **Indépendance monétaire** : Le régime de change intermédiaire permet une certaine indépendance monétaire pour le pays en question. Cela signifie que le pays peut ajuster sa politique monétaire en fonction de ses besoins internes, sans avoir à se soucier de maintenir un taux de change fixe.
- **Réduction des risques** : Le régime de change intermédiaire permet de réduire les risques liés aux chocs économiques, tels que les fluctuations des prix des matières premières, les crises financières internationales¹⁰

1-3-2-2-les inconvénients de change intermédiaire

Les inconvénients du régime de change intermédiaire sont les suivants :

- **Complexité** : Les régimes de change intermédiaires sont souvent complexes à mettre en place et à gérer, ce qui peut entraîner des coûts élevés pour les autorités monétaires.
- **Vulnérabilité aux chocs économiques** : Les régimes de change intermédiaires sont moins flexibles que les régimes de change flottants, ce qui les rend plus vulnérables aux chocs économiques tels que les variations des prix des matières premières ou les crises financières.
- **Risque de spéculation** : Les régimes de change intermédiaires peuvent encourager la spéculation sur les marchés des changes, car les investisseurs peuvent anticiper les mouvements futurs du taux de change et prendre des positions spéculatives.
- **Risque de crise de change** : Les régimes de change intermédiaires peuvent être sujets à des crises de change, car les investisseurs peuvent perdre confiance dans la capacité des autorités monétaires à maintenir la stabilité du taux de change.¹¹

-Un tableau comparatif des avantages et des inconvénients des régimes de change fixe, flottant et intermédiaire :

¹⁰Jemisa, RAVELONAHINA Livaso. Choix de régime de change et ses impacts sur l'inflation au sein de la SADC. Diss. Université d'Antananarivo, 2019

¹¹ International Monetary Fund (IMF). (2019). Exchange Rate Regimes: Choices and Consequences. IMF Policy Paper

Tableau N02 : les Avantages et les Inconvénients des Régime de change

Régime de change	Avantages	Inconvénients
Fixe	- Stabilité des taux de change - Réduction des risques de change pour les investisseurs internationaux - Faible inflation	- Perte de compétitivité pour les exportateurs - Manque de flexibilité pour ajuster la politique monétaire - Risque d'épuisement des réserves de change
Flottant	- Ajustement automatique en cas de chocs économiques - Flexibilité pour ajuster la politique monétaire - Compétitivité des exportateurs	- Volatilité des taux de change. - Risque de spéculation - Incertitude pour les investisseurs internationaux
Intermédiaire	Combinaison des avantages des régimes fixes et flottants - Ajustement en cas de chocs économiques - Stabilité relative des taux de change	Nécessite une surveillance et une intervention régulières - Risque de confusion pour les investisseurs internationaux

Section 02 : Les théories de choix d'un régime de change

Le choix d'un régime de change est le résultat d'une analyse minutieuse des coûts et des avantages de chaque régime disponible. Toutefois, ce choix ne se limite pas à un simple choix entre un régime de change fixe ou flottant, car il existe un continuum de solutions. Entre ces deux extrêmes, il y a une multitude de régimes intermédiaires possibles.

L'objectif principal est d'adopter un régime de change qui permet d'atteindre les objectifs de stabilité et de croissance économique, tant sur le plan interne qu'externe. Ce choix est donc très complexe.

Dans cette section, nous examinerons différentes théories pour répondre à cette question. Tout d'abord, nous aborderons la théorie des zones monétaires optimales.

Ensuite, nous discuterons du choix d'un régime de change en fonction de la théorie de la trinité impossible ou triangle des incompatibilités.

Enfin, nous explorerons le choix du régime de change en fonction de la nature des chocs économiques.

2-1- La théorie de la zone monétaire optimale

Depuis plus de 50 ans, la théorie des zones monétaires optimales (ZMO) est un cadre d'analyse essentiel pour le choix d'un régime de change. Cette théorie a été introduite en 1961 par Robert Mendel, lauréat du prix Nobel d'économie en 1999, et a été développée par la suite par McKinnon en 1963 et Keene en 1969. Elle identifie les conditions sous lesquelles une région devrait former une union monétaire en adoptant une monnaie unique. Cela signifie que tous les pays membres doivent renoncer à l'utilisation du taux de change comme instrument de politique économique.

2-1-1-Définition d'une Zone Monétaire Optimale

Une Zone Monétaire Optimale (ZMO) est définie comme une région géographique où les économies sont suffisamment intégrées et homogènes sur le plan économique, afin que l'adoption d'une monnaie unique soit viable et bénéfique pour tous les pays membres. La théorie des ZMO est fondée sur l'hypothèse que les économies de chaque pays sont exposées à des chocs économiques asymétriques et que la flexibilité du taux de change ne peut pas être utilisée pour atténuer les conséquences de ces chocs. Elle implique que l'adoption d'une monnaie unique peut offrir des avantages en termes de stabilité des prix, de réduction des coûts de transaction et de renforcement de l'intégration économique.

La théorie de la ZMO a été initialement développée par l'économiste canadien Robert Mandel en 1961, et a été ensuite approfondie par d'autres économistes tels que Ronald McKinnon en 1963 et Peter Keene en 1969. Elle a été popularisée dans les années 1990 lors de l'adoption de l'euro par la zone euro.¹²

2-1-2-Les critères d'une zone monétaire optimale

Pendant plusieurs décennies, les théoriciens des Z.M.O ont essayé d'identifier les critères sur lesquels les limites des zones monétaires devraient être établies. Mundell met brièvement en avant le principal critère d'optimalité de la fixité du change :

¹² Mundell, R. (1961). A theory of optimum currency areas. The American Economic Review, 51(4), 657-665.

2-1-2-1 Le critère de mobilité du facteur travail de MUNDELL

Le développement de la théorie des Z.M.O débute par la période « pionnière » initiée par Robert Mundell, qui désirait répondre à Friedman (1953) qui prônait la mise en place de changes flexibles afin de mieux répercuter les ajustements par les prix.

Mundell ne remet pas en cause la supériorité globale du régime de change flottant, thèse défendue par Friedman (1953), alors même que le bon fonctionnement des changes fixes de Bretton Woods était très largement reconnu, il apporte un complément à l'analyse de son prédécesseur.¹³

Les critères d'une zone monétaire optimale ont été établis par Robert Mundell dans les années 1960 :

- **Intégration économique** : les pays membres d'une zone monétaire optimale doivent avoir des économies intégrées et fortement liées les unes aux autres.
- **Mobilité des facteurs de production** : il est nécessaire que les facteurs de production tels que le travail et le capital soient mobiles entre les différents pays membres afin de permettre une allocation optimale des ressources.
- **Similarité des structures économiques** : les pays membres doivent avoir des structures économiques similaires pour que les chocs économiques soient partagés de manière équitable entre les différents pays.
- **Symétrie des chocs économiques** : les chocs économiques doivent être de même intensité et de même nature dans les différents pays membres de la zone monétaire.
- **Flexibilité des prix et des salaires** : les prix et les salaires doivent pouvoir s'ajuster rapidement pour permettre une adaptation rapide en cas de chocs économiques.¹⁴

2-1-2-2 Le critère d'ouverture de McKinnon

Le critère d'ouverture de McKinnon est l'un des critères de convergence économique utilisé pour déterminer si une zone géographique est une zone monétaire optimale (ZMO) ou non. Selon ce critère, une économie doit avoir un taux d'ouverture économique suffisamment élevé pour permettre une intégration économique efficace avec les autres économies de la zone monétaire.

¹³ SCHOR Armand Denis, la théorie des zones monétaires optimales : l'optimum, le praticable, le crédible et le réel, Revue d'analyse économique vol 76 n° 04 déc. 2000, page 546.

¹⁴Mundell, R. (1961). A theory of optimum currency areas. The American Economic Review, 51(4), 657-665.

Le taux d'ouverture économique est mesuré par le ratio des exportations et des importations d'un pays par rapport à son produit intérieur brut (PIB). Selon McKinnon, les économies dont le taux d'ouverture économique est inférieur à 30% sont considérées comme trop fermées pour participer efficacement à une zone monétaire.

Le critère d'ouverture de McKinnon s'appuie sur l'idée que l'intégration économique est un élément clé de la convergence économique au sein d'une zone monétaire. Les économies fermées auraient plus de difficultés à bénéficier de la politique monétaire commune et à s'adapter aux chocs économiques dans une union monétaire.¹⁵

2-1-2-3 Le critère de diversification de la production de KENEN

Le critère de diversification de la production de Kenen est un critère d'évaluation pour déterminer si une région ou une zone économique est une Zone Monétaire Optimale (ZMO). Il est introduit par Peter Kenen en 1969 dans son article intitulé "The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View" publié dans le Journal of International Money and Finance.

Le critère de diversification de la production de Kenen stipule que les régions économiques avec une grande diversification de la production sont plus susceptibles d'être une ZMO que celles qui ont une structure de production plus homogène. En d'autres termes, si une région économique est dépendante d'un secteur ou d'un produit spécifique, elle sera plus vulnérable aux chocs économiques qui affectent ce secteur ou ce produit. En revanche, si une région économique a une production diversifiée, elle sera plus résiliente aux chocs économiques.

Plus précisément, Kenen suggère que la diversification de la production est importante pour trois raisons. Tout d'abord, elle réduit la vulnérabilité aux chocs asymétriques, c'est-à-dire les chocs qui affectent certains secteurs ou régions économiques plus que d'autres. Deuxièmement, elle augmente la probabilité que les ajustements nécessaires se produisent sans l'intervention de l'État ou de la politique monétaire. Enfin, elle augmente la probabilité que les régions économiques puissent bénéficier des avantages du commerce et de la spécialisation.

En somme, le critère de diversification de la production de Kenen soutient que les régions économiques ayant une production diversifiée ont une meilleure capacité d'absorption des chocs économiques, réduisant ainsi la nécessité d'un ajustement monétaire. Cela contribue

¹⁵ McKinnon, R. I. (1963). Optimum currency areas. American Economic Review, 53(4), 717-725.

à renforcer l'argument en faveur d'une union monétaire et d'une monnaie unique pour cette région.¹⁶

2-1-2-4 Le critère d'intégration financière

Le critère d'intégration financière, également appelé critère de mobilité des capitaux, est un critère de la théorie des zones monétaires optimales (ZMO) qui se concentre sur la libre circulation des capitaux entre les membres d'une zone monétaire.

Ce critère suppose que la mobilité des capitaux est élevée et que les épargnants peuvent facilement transférer des fonds d'un pays membre à l'autre. Dans une zone monétaire optimale, les taux d'intérêt doivent donc être suffisamment homogènes pour éviter des mouvements massifs de capitaux d'un pays membre à l'autre.

Le critère de l'intégration financière suppose également que les risques de change sont réduits car les entreprises et les particuliers peuvent facilement accéder à des instruments de couverture tels que les contrats à terme et les options de change.

Ce critère a été développé par Kenen (1969) et suggère que la libre circulation des capitaux doit être élevée entre les membres d'une zone monétaire optimale pour que la politique monétaire commune fonctionne efficacement.

2-1-3- Les avantages et les inconvénients de la théorie des ZMO

2-1-3-1- Les avantages de la théorie des ZMO

- **Stabilité économique accrue** : En créant une zone monétaire optimale, les pays membres peuvent bénéficier d'une plus grande stabilité économique grâce à la suppression des fluctuations monétaires et à une politique monétaire coordonnée.
- **Réduction des coûts de transaction** : En utilisant une monnaie unique, les coûts de transaction sont réduits, ce qui peut faciliter les échanges commerciaux et les investissements au sein de la zone monétaire.
- **Renforcement de la compétitivité** : Une monnaie unique peut contribuer à renforcer la compétitivité des entreprises des pays membres en éliminant les coûts de change et en simplifiant les échanges commerciaux.

¹⁶ Kenen, P. (1969). The Theory of Optimum Currency Areas: An Eclectic View. In R. Mundell & A. K. Swoboda (Eds.), Monetary Problems of the International Economy (pp. 41-60). University of Chicago Press.

- **Meilleure convergence économique** : L'adhésion à une zone monétaire optimale peut favoriser la convergence économique des pays membres en encourageant l'harmonisation des politiques économiques et en promouvant la coopération entre les pays.
- **Crédibilité accrue** : En adhérant à une zone monétaire optimale, les pays membres peuvent gagner en crédibilité sur les marchés financiers internationaux, ce qui peut réduire le risque de crise financière.
- **Politique monétaire plus efficace** : Les pays membres d'une zone monétaire optimale peuvent bénéficier d'une politique monétaire plus efficace grâce à une banque centrale commune et à une coordination accrue entre les pays membres.

2-1-3-2-les inconvénients de la théorie des ZMO

- **Perte de souveraineté** : L'adhésion à une zone monétaire optimale implique une perte de souveraineté monétaire pour les pays membres, qui doivent renoncer à leur politique monétaire indépendante.
- **Difficultés d'ajustement** : Les pays membres d'une zone monétaire optimale peuvent rencontrer des difficultés à ajuster leur économie en cas de choc économique ou de crise, en raison de la contrainte monétaire commune.
- **Hétérogénéité économique** : Les pays membres d'une zone monétaire optimale peuvent présenter des niveaux de développement économique différents, ce qui peut entraîner des déséquilibres économiques et des tensions politiques.
- **Divergences de politiques économiques** : Les pays membres peuvent avoir des politiques économiques différentes, ce qui peut rendre difficile la coordination des politiques économiques et monétaires.
- **Coûts de transition** : La transition vers une zone monétaire optimale peut être coûteuse pour les pays membres, en raison des coûts liés à la mise en place d'une banque centrale commune, à la suppression des taux de change,¹⁷

2-2-La théorie de la trinité impossible et le choix d'un régime de change

Dans un contexte d'intégration croissante des marchés internationaux de capitaux, les économies ouvertes sont confrontées à la "trinité impossible", également appelée "tri lemme

¹⁷Arestis, P., & Sawyer, M. (2003). Theoretical reflections on the EMU, the Euro and macroeconomic policy in Europe. Cambridge Journal of Economics, 27(2), 147-161.

économique" dans la littérature économique. Ce débat porte sur la recherche de la combinaison optimale des trois axes de la politique économique, à savoir la politique monétaire, la politique de change et la politique de gestion du compte de capital.

2-2-1 -Présentation de la théorie de la trinité impossible

La théorie de la trinité impossible, également connue sous le nom de trilemme économique, est un concept clé en économie internationale qui examine la relation entre trois politiques économiques essentielles : la politique monétaire, la politique de change et la politique de gestion du compte de capital.

La théorie est apparue pour la première fois dans les années 1960 et a été développée par l'économiste canadien Robert Mundell. Selon Mundell, il est impossible pour un pays de poursuivre simultanément les trois politiques économiques, car il est confronté à une incompatibilité fondamentale entre ces politiques.

Le triangle de Mundell illustre cette incompatibilité en représentant les trois politiques économiques sur les sommets d'un triangle équilatéral. Le choix de deux politiques économiques implique nécessairement de renoncer à la troisième. Par exemple, si un pays décide de fixer son taux de change, il doit abandonner la liberté de mener une politique monétaire indépendante et laisser son compte de capital ouvert.

Le choix des politiques économiques dépend des priorités économiques du pays et des objectifs à atteindre. Les économistes ont discuté de l'importance relative de chaque politique économique dans la trinité impossible et ont formulé des arguments différents en faveur de chaque politique.

Les partisans de la politique monétaire estiment que la stabilité des prix est essentielle pour la croissance économique, tandis que les partisans de la politique de change soulignent l'importance de la stabilité du taux de change pour le commerce international. Les partisans de la politique de gestion du compte de capital estiment que la libre circulation des capitaux favorise l'investissement et la croissance économique.

En fin de compte, le choix des politiques économiques dépend des circonstances économiques particulières du pays. Les économistes ont proposé des solutions pour résoudre la

trinité impossible, notamment la création d'une zone monétaire optimale ou la mise en place d'un régime de change flexible.¹⁸

Cette théorie peut être présentée de façon schématique, les 3 objectifs sont représentés par les 3 côtés d'un triangle équilatéral, en face desquels chaque sommet représente l'autarcie financière, les changes flottants et l'union monétaire :

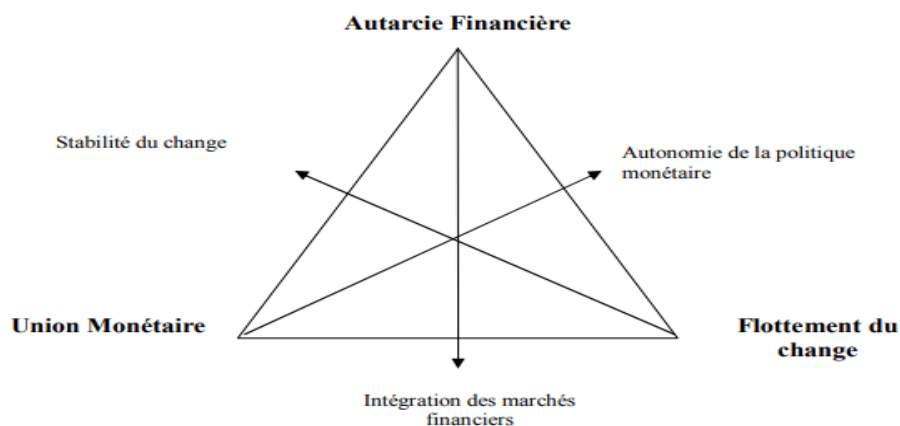
L'autarcie financière : il s'agit d'un régime économique dans lequel un pays vise à atteindre l'indépendance financière en se basant sur sa propre production et en évitant les échanges commerciaux internationaux¹⁹

- **Les changes flottants** : il s'agit d'un régime de change dans lequel la valeur d'une monnaie est déterminée par l'offre et la demande sur le marché des changes. Les taux de change fluctuent constamment en fonction des conditions économiques et des événements géopolitiques.²⁰

- **L'union monétaire** : il s'agit d'un accord entre plusieurs pays pour adopter une même monnaie et une même politique monétaire, ainsi que pour renoncer à leur souveraineté monétaire individuelle. Les membres d'une union monétaire partagent donc une monnaie unique et sont soumis aux mêmes règles de politique monétaire.²¹

Ci-après, le schéma représentatif du triangle des incompatibilités.

Figure n°1: Le Triangle des incompatibilités de MUNDELL



Source : LARBI Dohni, HAINAUT Carol, revue-d-economie-financiere-2011-2-page-29

¹⁸ Berthaud, Pierre. *Introduction à l'économie internationale : le commerce et l'investissement*. De Boeck supérieur, 2017.

¹⁹ Baldwin, R. E. (2016). *The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization*. Harvard University Press

²⁰ Krugman, P., Obstfeld, M., & Melitz, M. J. (2015). *International Economics: Theory and Policy*. Pearson.

²¹ McKinnon, R. I. (1963). Optimum currency areas. *The American Economic Review*, 53(4), 717-725.

2-3-La nature des chocs économiques et le choix du régime de change

En plus de la distinction entre chocs symétriques et asymétriques selon la théorie traditionnelle des zones monétaires optimales, la nature des chocs affectant l'économie d'un pays est également importante pour déterminer le régime de change le plus approprié pour atténuer les effets de ces chocs. Quel serait le régime de change le plus favorable pour atténuer les impacts des chocs économiques sur l'économie ?

2-3-1 La nature des chocs économiques

Les économies peuvent subir divers types de chocs économiques, qui se réfèrent aux changements imprévus dans l'environnement économique. Les chocs sont souvent classés en chocs d'offre et chocs de demande, permanents ou transitoires, monétaires ou réels.

2-3-1-1-Les chocs d'offre et les chocs de demande

Les chocs économiques peuvent être classés en deux catégories :

Les chocs d'offre et les chocs de demande : Les chocs d'offre se réfèrent à des événements qui ont un impact sur le coût de production des biens et services, tels que les variations des prix des matières premières ou les changements des conditions météorologiques. Les chocs de demande se réfèrent à des événements qui ont un impact sur la demande des biens et services, tels que les variations des revenus des consommateurs ou les changements des politiques fiscales.

Les chocs économiques peuvent également être classés selon leur nature, permanente ou transitoire, ainsi que selon leur origine, monétaire ou réelle.

Il est important de considérer la nature des chocs économiques lors de la décision de choisir un régime de change, car certains régimes peuvent mieux absorber les chocs que d'autres en fonction de leur nature. Les chocs d'offre, par exemple, peuvent être mieux gérés avec un régime de change flexible, tandis que les chocs de demande peuvent être mieux gérés avec un régime de change fixe.²²

2-3-1-2- Les chocs permanents ou transitoires

Les chocs permanents ou transitoires sont des événements qui affectent l'économie d'un pays de manière continue ou temporaire. Les chocs permanents sont des changements durables dans l'environnement économique d'un pays, tels que les évolutions technologiques, les

²² Obstfeld, M., & Rogoff, K. (1996). Foundations of international macroeconomics. MIT press.

changements démographiques ou les modifications du politique gouvernement l'impact de différents événements sur l'économie d'un pays et pour concevoir des politiques économiques appropriées. Les chocs permanents nécessitent des ajustements structurels à long terme, tandis que les chocs transitoires nécessitent souvent des interventions monétaires ou fiscales pour atténuer leurs effets immédiats. Ils ont des effets à long terme sur la croissance économique, les niveaux d'emploi, les prix et les salaires.

Les chocs transitoires, en revanche, sont des perturbations temporaires de l'économie, tels que les fluctuations de la demande, les chocs pétroliers ou les catastrophes naturelles. Ils ont des effets à court terme sur les niveaux d'activité économique, mais ils ne modifient pas les tendances à long terme de l'économie.

La distinction entre les chocs permanents et transitoires est importante pour comprendre²³

2-3-2 Choix d'un régime de change en fonction du choc économique

Le choix d'un régime de change en fonction du choc économique fait référence à la décision prise par un pays quant au régime de change à adopter pour mieux faire face aux chocs économiques. Les règles empiriques consistent à fournir des directives générales sur le choix du régime de change en fonction des conditions économiques d'un pays.

Il existe plusieurs règles empiriques pour guider le choix du régime de change en fonction du type de choc économique et des conditions économiques du pays. Par exemple, en cas de chocs asymétriques, une flexibilité du taux de change est souvent recommandée pour permettre une meilleure absorption des chocs. De même, lorsque l'inflation est élevée, un régime de change fixe peut être préférable pour aider à stabiliser les attentes d'inflation.²⁴

²³ Mankiw, N. Gregory. *Principles of Economics*. 8th ed., Cengage Learning, 2018.

²⁴ BOBBO, Amadou. Régime de change et cyclicité budgétaire dans les pays africains. *L'Actualité économique*, 2016, vol. 92, no 3, p. 515-544.

Tableau 03: La nature des chocs économiques et le choix d'un régime de change

Nature du choc	Implication pour la politique du taux de change
Choc de demande positif	Devise surévaluée : politique de dépréciation du taux de change
Choc de demande négatif	Devise sous-évaluée : politique d'appréciation du taux de change
Choc d'offre positif temporaire	Devise surévaluée : politique de dépréciation du taux de change
Choc d'offre positif permanent	Peu d'implication : taux de change flottant ou politique de maintien de la devise à sa valeur d'équilibre
Choc d'offre négatif temporaire	Devise sous-évaluée : politique d'appréciation du taux de change
Choc d'offre négatif permanent	Peu d'implication : taux de change flottant ou politique de maintien de la devise à sa valeur d'équilibre

Source : Conception personnelle.

Ces règles empiriques sont basées sur les travaux de nombreux économistes, dont Michael Mussa dans son article de 1986 intitulé "Nominal Exchange Rate Régimes and the Behaviour of Real Exchange Rates : Evidence and Implications". Il est important de noter que ces règles sont des généralisations et que chaque situation économique doit être évaluée individuellement pour déterminer le régime de change optimal

Tableau N°04 : Les facteurs influençant le choix d'un régime de change

Facteurs	Description
Stabilité macroéconomique	Les pays ayant une économie stable peuvent opter pour un régime de change fixe.
Dépendance des ressources naturelles	Les pays fortement dépendants des exportations de ressources naturelles peuvent trouver plus difficile de maintenir un régime de change fixe en raison de la volatilité des prix des matières premières.
Ouverture de l'économie	Les économies très ouvertes peuvent bénéficier d'un régime de change flottant pour absorber les chocs externes.
Taille de l'économie	Les économies de petite taille peuvent avoir des coûts de transaction élevés pour maintenir un régime de change fixe.
Intégration financière	Les économies intégrées financièrement peuvent avoir une plus grande marge de manœuvre pour adopter un régime de change flexible.
Institutions	Les pays ayant des institutions politiques et économiques solides peuvent être mieux équipés pour gérer les défis d'un régime de change fixe

Section 03 : l'évolution de taux de change en Algérie

Depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, la politique de change du pays a connu plusieurs changements, reflétant les évolutions économiques, politiques et sociales. Dans cette section, nous allons examiner les principales étapes de l'évolution du taux de change en Algérie.

3-1-Le contexte économique et financier en Algérie

Le contexte économique et financier en Algérie est marqué par plusieurs défis. D'une part, l'Algérie est fortement dépendante de ses exportations de pétrole et de gaz naturel, qui représentent plus de 90% de ses recettes d'exportation et plus de 60% de son PIB (selon les chiffres de la Banque mondiale en 2020). D'autre part, l'Algérie est confrontée à une baisse des prix du pétrole depuis 2014, ce qui a considérablement affecté ses finances publiques.

En outre, l'Algérie fait face à des défis structurels, notamment une économie peu diversifiée et une forte dépendance aux importations. Le secteur privé est encore peu développé et la croissance économique reste insuffisante pour répondre aux besoins de la population en termes d'emplois et de revenus.

Le contexte financier est également marqué par des défis importants. La dette publique est en hausse depuis plusieurs années et la gestion des finances publiques est considérée comme peu transparente. En outre, la balance des paiements est déficitaire, ce qui nécessite un financement extérieur pour couvrir les importations.²⁵

3-1-1-Les principales caractéristiques de l'économie algérienne

L'économie algérienne est caractérisée par une forte dépendance vis-à-vis des hydrocarbures, qui représentent plus de 90% des exportations et plus de 60% du budget de l'État. Cette dépendance a rendu l'économie algérienne vulnérable aux fluctuations des prix du pétrole sur les marchés internationaux. En outre, l'économie algérienne est marquée par une faible diversification de la production et des exportations, une croissance économique faible et une forte inflation.

En termes de structure économique, le secteur des services représente la part la plus importante du PIB, suivi par le secteur des hydrocarbures et le secteur manufacturier. Toutefois, la part du secteur manufacturier dans le PIB reste faible en raison d'une industrialisation limitée.

²⁵ Banque mondiale, Algérie - Aperçu, 2021.

Le marché du travail est caractérisé par un taux de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes. Le secteur informel est également important dans l'économie algérienne, représentant une source importante d'emplois informels.²⁶

3-1-2-Les évolutions récentes du contexte financier

- La baisse des réserves de change : En 2014, les réserves de change de l'Algérie s'élevaient à près de 193 milliards de dollars. Cependant, avec la baisse des prix du pétrole, les réserves ont diminué pour atteindre environ 44 milliards de dollars en 2020 (source : Banque d'Algérie).
- La dépréciation du dinar : En raison de la baisse des réserves de change et de la pression sur la balance des paiements, le dinar algérien a connu une dépréciation importante par rapport à l'euro et au dollar. Par exemple, en 2019, la dépréciation du dinar a été de 16,5% par rapport à l'euro et de 17,8% par rapport au dollar (source : Banque d'Algérie).
- Le déficit budgétaire : Depuis 2015, l'Algérie connaît un déficit budgétaire important en raison de la baisse des revenus pétroliers. En 2020, le déficit budgétaire était estimé à environ 14% du PIB (source : FMI).
- Les réformes économiques : Le gouvernement algérien a lancé des réformes économiques visant à diversifier l'économie et à réduire la dépendance aux hydrocarbures. Ces réformes comprennent des mesures pour améliorer le climat des affaires, encourager l'investissement privé et promouvoir l'exportation (source : CNUCED).²⁷

3-1-3-Les évolutions récentes du contexte financier

Depuis la chute des prix du pétrole en 2014, l'Algérie a été confrontée à des difficultés financières importantes. Le pays dépend fortement des exportations de pétrole et de gaz naturel, qui représentent environ 95% de ses recettes en devises étrangères. La baisse des prix du pétrole a entraîné une diminution significative des revenus du gouvernement, ce qui a eu des conséquences négatives sur l'économie et les finances publiques du pays.

En réponse à cette situation, le gouvernement a mis en place une série de mesures pour réduire les dépenses publiques et diversifier l'économie du pays. Cela a inclus des réductions

²⁶ Ouyahia, A. (2016). Algeria's Economic Development Strategy: 2015-2019. The Journal of North African Studies, 21(1), 131-143.

²⁷ Banque d'Algérie : <https://www.bank-of-algeria.dz/>
FMI : <https://www.imf.org/en/Countries/DZA> consulter le 21/05/2023

budgétaires, des réformes fiscales, des investissements dans des secteurs non-pétroliers tels que l'agriculture et le tourisme, ainsi que des efforts pour encourager les investissements étrangers.

Cependant, ces mesures ont été confrontées à des défis importants, notamment une corruption généralisée, une bureaucratie complexe et des problèmes d'infrastructures. En outre, la pandémie de COVID-19 a aggravé la situation économique et financière de l'Algérie, avec une contraction de l'économie de 6% en 2020.

En réponse à ces défis, le gouvernement a annoncé en 2021 un plan de relance économique qui comprend des réformes structurelles et des mesures visant à stimuler l'investissement et la croissance économique. Cela comprend notamment la réduction des barrières à l'investissement étranger, la simplification des procédures administratives et fiscales, et la mise en place d'un système de crédit pour les petites et moyennes entreprises.²⁸

3-2-La politique de change en Algérie

La politique de change en Algérie fait référence à l'ensemble des décisions et mesures prises par les autorités monétaires et économiques du pays pour réguler la valeur et le régime de change de sa monnaie, le dinar algérien (DZD), par rapport aux autres devises internationales. Cette politique vise à gérer les fluctuations du taux de change et à influencer les conditions d'échange du pays sur les marchés internationaux.²⁹

Les étapes historiques de la Politique du taux de change en Algérie :

3-2-1-La politique de change Algérienne période 1971 à 1988

Pendant cette période, la politique économique en Algérie se caractérise par une stabilité, avec la valeur externe du dinar basée sur un panier de 14 monnaies des principaux pays fournisseurs d'importations. Les autorités gouvernementales adoptent une politique de surévaluation délibérée du dinar afin de réduire les coûts des importations et de favoriser la consommation.

En parallèle, un nouveau système de gestion est mis en place pour les entreprises publiques, notamment la Gestion Socialiste des Entreprises (GSE), le Statut Général du Travailleur (SGT) et la mise en œuvre de plans de développement économique. L'objectif est de favoriser l'investissement productif et de faciliter les opérations du commerce extérieur. De nombreux textes juridiques sont promulgués pour réglementer l'investissement.

²⁸ Benyoub, Mohammed, and Saadi Redjel. "L'impact de l'investissement des revenus pétroliers sur les variables macroéconomiques." (2021).

²⁹ Ministère des Finances d'Algérie. (2016). Loi de finances complémentaire pour 2016, Exposé http://www.mf.gov.dz/IMG/pdf/2016_Expose_des_motifs_LFC.pdf consulter le 24/05/2023

Au cours de cette période, l'État détient un monopole total sur l'économie. Toutes les activités de production et de commercialisation sont attribuées aux organismes étatiques. Les textes juridiques régissent les modalités d'accès au marché de change.

Cette période reflète donc un système économique caractérisé par une intervention étatique importante et une réglementation stricte des opérations économiques, y compris l'accès au marché de change.

À partir de 1974, les restrictions d'accès au marché de change et les politiques de contingentement des importations ont donné lieu à l'émergence d'un marché de change parallèle en Algérie, également appelé marché informel ou marché noir. Le tableau (3) illustre l'évolution du dinar algérien dans les marchés de change officiel et parallèle. Le marché officiel est régulé par les autorités monétaires et peut avoir un taux de change fixe ou flottant, tandis que le marché parallèle fonctionne en dehors des réglementations et dépend de l'offre et de la demande. Les taux de change sur le marché parallèle peuvent différer considérablement de ceux du marché officiel, ce qui peut avoir des implications économiques et pose des défis pour la politique monétaire et la stabilité financière³⁰.

Tableau N°05 : Taux de change Officiel et parallèle en Algérie par rapport au franc français

	1970	1974	1977	1980	1987
Marché officiel	1.0	1.0	1.3	0.62	0.80
Marché parallèle	1.0	1.1	1.5	2.0	4.0

Source : A, Henni, essai sur l'économie parallèle

3-2-2-La politique de change algérienne période 1988 à 1994

La politique de change durant cette période est déterminée dans un contexte de chocs externe, lié à la chute du prix du baril du pétrole (en 1986, il passe de 26 \$ à 12 \$) et la dépréciation du dollar, intervenant conjointement, vers le milieu des années 1980. En effet la crise des hydrocarbures en 1986 et le bouleversement qui a frappé les pays à économie planifiée se sont répercutés directement sur l'économie algérienne. La baisse spectaculaire du prix international du pétrole à partir de mars 1986 s'est traduite par une diminution brutale des

³⁰DAHMANI, Ahmed et CHAVANCE, Bernard. L'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes 1980-1997. *L'Algérie à l'épreuve*, 1999, p. 1-296.

recettes extérieures qui sont passées de 13 milliards de dollars en 1985 à 7 milliards de dollars en 1986

En Algérie, des réformes économiques profondes ont été mises en place, d'abord de manière autonome puis dans le cadre d'un Programme d'Ajustement Structurel (PAS) en collaboration avec le FMI et la Banque mondiale. Ces réformes ont principalement visé à passer d'une économie basée sur la planification centralisée à une économie de marché. Cela impliquait la libéralisation de l'économie, la promotion de la concurrence et la réduction de l'intervention de l'État. L'objectif était de stimuler la croissance économique, attirer les investissements étrangers et diversifier l'économie. Cependant, ces réformes ont également posé des défis sociaux et nécessitent une gestion attentive pour garantir des résultats bénéfiques pour l'ensemble de la population.³¹

Voici un tableau récapitulatif présentant l'évolution progressive du taux de change et les deux dévaluations survenues entre 1988 et 1994 :

Tableau n° 06 : La parité USD/DA (1988-1994)

Année	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994
USD/DA	5,91	7,61	8,96	18,47	21,84	23,35	35,06

Source : Statistique Banque mondiale, perspective monde

Le dinar algérien a subi une politique de glissement progressif par rapport au dollar. Initialement, il a connu une dévaluation progressive de 1988 à 1990. Ensuite, deux dévaluations importantes ont été réalisées, la première en 1991 avec une dévaluation de 106%, et la seconde en 1994 avec une dévaluation de 50%. Malgré ces dévaluations, l'alignement avec le taux de change parallèle n'a pas été atteint.³²

3-2-3-La politique de change algérienne de 1994 à ce jour

La politique de change en Algérie de 1994 à ce jour a subi des réformes significatives afin de relever les défis économiques et financiers auxquels le pays était confronté. Sous la pression de la contrainte financière extérieure, les autorités algériennes ont sollicité l'appui des

³¹ADDA, Jacques. Brésil : la quadrature du cercle Jacques Adda Département des diagnostics de l'OFCE. *Observations et diagnostics économiques*, 1987, vol. 79.

³²MERNACHE, Amina. *Le statut et le rôle de l'État algérien dans l'économie : rupture et continuité*. 2017. Thèse de doctorat. Université Paris-Est

Institutions Financières Internationales (IFI) et ont conclu deux accords importants : un accord "stand-by" d'une durée d'un an (avril 1994 - mars 1995) suivi d'un accord de facilité de financement élargie (avril 1995 - mars 1998), également connu sous le nom de programme d'ajustement structurel.

Ces accords ont été accompagnés de réformes de la politique de change visant à atténuer les déséquilibres économiques et financiers. L'une des mesures clés a été la dépréciation du taux de change, qui a été mise en œuvre pour stimuler les exportations, accroître la compétitivité des produits nationaux sur les marchés internationaux et réduire le déficit de la balance des paiements.

Parallèlement à la dépréciation du taux de change, d'autres réformes ont été engagées pour libéraliser les opérations de change, faciliter les investissements étrangers et promouvoir les échanges commerciaux. Des ajustements ont également été réalisés en réponse aux fluctuations des prix du pétrole et aux déséquilibres macroéconomiques dans le but de maintenir la stabilité économique et financière.

Il est important de souligner que la politique de change en Algérie est un sujet complexe et en constante évolution. Les autorités algériennes adaptent continuellement cette politique en fonction des développements économiques et des objectifs nationaux, visant à favoriser la croissance économique, attirer les investissements et préserver la stabilité financière du pays.³³

³³ BESSAOUD, Omar, PELLISSIER, J.-P., ROLLAND, J.-P., et al. *Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie*. 2019. Thèse de doctorat. CIHEAM-IAMM.

Conclusion

En conclusion, le choix d'un régime de change dépend de nombreux facteurs, notamment les chocs économiques auxquels une économie est confrontée. La nature des chocs, qu'ils soient de demande ou d'offre, permanents ou transitoires, monétaires ou réels, doit être prise en compte lors de la détermination du régime de change optimal. Les chocs peuvent avoir des implications différentes pour la politique du taux de change, par exemple en influençant la flexibilité nécessaire ou en modifiant les échanges commerciaux et les flux de capitaux.

Le choix d'un régime de change doit également tenir compte de facteurs tels que la taille et l'ouverture de l'économie, la structure de son commerce et de son système financier, ainsi que de son niveau de développement économique. Dans certains cas, un régime de change fixe peut être plus approprié, tandis que dans d'autres, un régime de change flottant peut mieux convenir.

Il est donc important de procéder à une évaluation minutieuse des avantages et des inconvénients de chaque régime de change avant de prendre une décision, en tenant compte des conditions économiques et des objectifs politiques du pays. En fin de compte, le choix d'un régime de change approprié peut jouer un rôle crucial dans la promotion de la stabilité économique et de la croissance à long terme.

Cette conclusion est basée sur une analyse approfondie des facteurs influençant le choix d'un régime de change, ainsi que sur les avantages et les inconvénients de différents régimes de change, tels que décrits dans des sources telles que "Choix d'un régime de change : quelles nouvelles ?"

Chapitre II

Cadre théorique et empirique du chômage et de régime de change

Introduction

Le chômage constitue un phénomène majeur auquel les pays du monde entier sont confrontés, quel que soit leur niveau de développement économique. Il fait partie des préoccupations majeurs de tous les gouvernements et occupe le centre des débats économiques. Le chômage, traduisant un déséquilibre sur le marché du travail, a fait l'objet d'étude de plusieurs théories économiques. Les causes de son apparition sont diverses, tout comme ses types.

Concernant l'Algérie, le chômage n'est pas considéré comme un phénomène récent. Le premier choc pétrolier au milieu des années 1980, qui a mis en évidence la fragilité de notre économie, conduisant à la fermeture et à la restructuration de nombreuses entreprises et, à la perte de nombreux emplois, notamment à cause de l'adoption du plan d'ajustement structurel (PAS).

. L'Algérie se trouve fortement touchée par ce problème de chômage et le plan d'ajustement structurel adopté par l'Algérie a causé d'énorme difficulté commerciales, financières et technologiques

Dans ce chapitre, nous allons définir le chômage, expliquer son apparition selon deux analyses distinctes, une de pensée classique et une autre de pensée keynésienne, puis présenter les méthodes permettant sa mesure.

Ensuite, nous allons présenter la situation du chômage en Algérie, en spécifiant ses causes ainsi que ses principales caractéristiques constatées grâce aux données statistiques de l'Office National des Statistiques et de la banque mondiale.

Section 01 : Eléments de présentation du chômage

Dans cette section, nous allons étudier le phénomène du chômage, pour ce faire, nous allons tout d'abord définir le chômage tel qu'il est expliqué par les théories néo-classique et Keynésienne, puis nous allons présenter la méthode de mesure de ce phénomène en définissant les critères utilisés dans son calcul. Ensuite, nous allons classer le chômage selon ses différentes formes et causes d'apparition.

Le chômage c'est le fait de ne pas avoir d'emploi, d'en rechercher un et d'être disponible pour travailler. Le chômage traduit un déséquilibre entre l'offre de travail émanant des salariés et la demande de travail émanant des employeurs.³⁴

D'une manière générale, en application de la définition du Bureau international du travail (BIT), on désigne par le terme chômeur toute personne en âge et apte à travailler, qui répond aux conditions suivantes :³⁵

- Etre sans emploi : cela signifie que la personne ne doit pas du tout avoir travaillé, ne serait-ce qu'une heure, durant la semaine de référence ;
- Etre en âge de travailler ;
- Etre disponible afin de prendre un emploi : c'est-à-dire être en mesure d'occuper un emploi, on exclut donc les personnes qui ont, par exemple, un problème de santé qui les tient éloignés du marché du travail.³⁶
- Rechercher activement un emploi, c'est-à-dire avoir entrepris des démarches de recherche d'emploi.

1-1 Explications théoriques du chômage

Nous allons présenter les principales théories ayant analysé le phénomène du chômage à savoir la théorie néo-classique, keynésienne ainsi que la théorie des déséquilibres.

1-1-1 L'analyse néo-classique du chômage

Pour les économistes d'inspiration néoclassique, tel que Pigou, le chômage découle

³⁴POURCEL Patrice : « *Le chômage* », éditions. Bréal, Paris, 2002, P. 44.

³⁵ Définition adoptée par le BIT en 1982.

³⁶ GAUTIE Jérôme, « *Le chômage* », éditions la découverte, Paris, 2009, P. 7.

Avant tout d'une politique de salaire qui ne réussit pas à s'adapter suffisamment aux modifications de la demande réelle de travail.³⁷

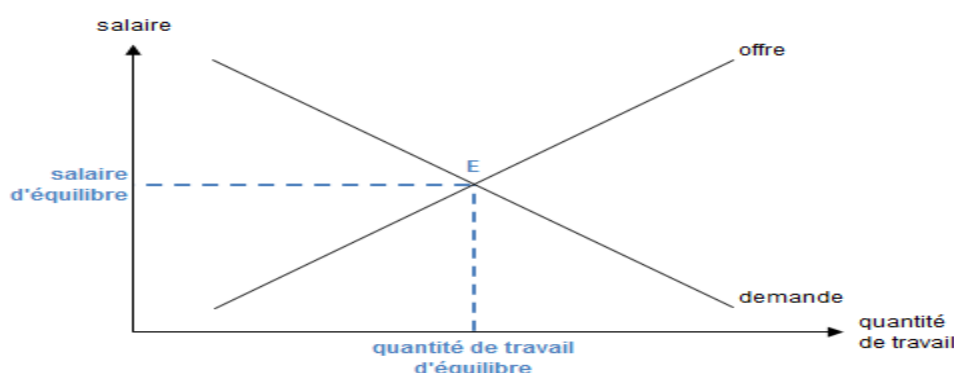
Dans ce modèle classique, la flexibilité du salaire assure l'équilibre du marché du Travail, c'est-à-dire le plein emploi. Le chômage ne peut résulter que d'un niveau élevé de Salaire qui réduit le volume d'emplois rentables.³⁸ De ce fait, les ressources de main d'œuvre Disponibles sont supérieures au niveau de l'emploi et les entreprises offrent des quantités de biens inférieures à la demande.³⁹

Le salaire est déterminé par la confrontation de la demande et de l'offre de travail sur le marché du travail et son ajustement peut à la longue supprimer le chômage. Sur ce marché, la demande de travail est décroissante avec le salaire, donc plus le salaire augmente, moins les entreprises demandent du travail, inversement, l'offre de travail est croissante avec le salaire, donc plus le salaire augmente, plus l'offre de travail augmente.⁴⁰

Une offre de travail trop importante provoquera une baisse des salaires, laquelle attirera les employeurs, l'équilibre va de ce fait être rétabli.

L'offre et la demande de travail s'accordent sur un prix et sur une quantité d'équilibre, satisfaisant employeurs et employés.

Graph N01 : L'équilibre sur le marché du travail



Source : www.annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-théories-du-chômage

³⁷ KEYNES John Maynard : « *Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie* », Ed. Payot, France, 1996, P. 282.

³⁸ MAROIS B., ANDRIEUX M-A, DURAND R. : « *Chômage et relance de l'emploi la vision des entreprises* », édition ECONOMICA, Paris, 1997, P. 30.

³⁹ REAL Bernard : « La puce et le chômage », éditions du seuil, Paris, 1990, P.223.

⁴⁰ ANOTA M.: « *Les théories du chômage* », article publié le 2 septembre 2012, disponible sur : <http://annotations.blog.free.fr/index.php?post/1989/02/25/Les-théories-du-chômage>. Consulté le 04/04/2023.

Lorsque le salaire est à son niveau d'équilibre, alors il n'y a, théoriquement, pas de chômage puisque l'ensemble des travailleurs désirant travailler au salaire courant sont effectivement embauchés.

Toutefois, un chômage qualifié de volontaire existe même si le salaire est à son niveau d'équilibre, car il arrive que des individus refusent de travailler s'ils estiment que le salaire proposé est faible ou inférieur à leur salaire de réserve qui est constitué des allocations et aides sociales auxquelles ils ont droit.⁴¹

Il n'y a dès lors qu'une seule explication possible au chômage qui est l'existence d'un salaire trop élevé. En effet, pour ce salaire trop élevé beaucoup de gens souhaiteront travailler, alors que les entreprises ne voudront pas employer grand monde.

Aussi, toutes les rigidités qui empêchent que le niveau de salaire ne se fixe librement conduisent au chômage.⁴²

Selon cette approche, le chômage est soit volontaire, soit transitoire c'est-à-dire résultant du temps nécessaire afin d'équilibrer l'offre et la demande. Il ne peut exister, de chômage involontaire durable, que s'il y a un dysfonctionnement du marché du travail, par exemple résultant d'interventions syndicales pour faire pression sur les salaires, d'allocations chômeurs ou de salaire minimum qui constituent des obstacles empêchant le marché du travail de s'autoréguler.⁴³

1-1-2 L'analyse Keynésienne du chômage

Selon John Maynard Keynes (1883-1946), le chômage est avant tout involontaire. Puisque les salariés n'ont pas la possibilité de choisir entre travail et loisir, car ils ne peuvent se passer d'un revenu.

La fonction d'offre de travail est donc insensible au prix, tandis que la demande de travail, bien que sensible au niveau des salaires, est fondamentalement déterminée par la demande effective qui est la demande attendue par les entreprises.⁴⁴

Keynes insiste sur le fait que, le salaire étant aussi un revenu, sa baisse pourrait entraîner une diminution de la consommation des ménages et donc de la demande adressée aux

⁴¹ANOTA M.: « *Les théories du chômage* », article publié le 2 septembre 2012, op. cite. Consulté le 04/04/2023.

⁴² www.ses.webclass.fr/notion/chomage-classique. Consulté le 04/04/2023

⁴³POURCEL Patrice, op. cite. P. 59-60.

⁴⁴DUTHIL Gérard : « *Economie de l'emploi et du chômage* », édition ellipses, Paris, 1994, P.20.

entreprises, ce qui va obliger les entreprises à baisser leur production et donc avoir un effet négatif sur l'emploi.⁴⁵

Le chômage est dû à une insuffisance de la demande anticipée sur le marché des biens et services, les entreprises n'ont pas intérêt à produire plus que la demande puisqu'elles ne pourraient pas écouler le surplus de production.⁴⁶ L'insuffisance de la demande anticipée ne se traduit pas par une baisse des prix qui pourrait favoriser l'équilibre sur le marché des biens et des services mais par une baisse de l'offre : l'équilibre se réalise donc par une adaptation des quantités offertes aux quantités demandées. Cette adaptation se reporte sur le marché du travail puisque la baisse de l'offre de biens et services se traduit par une réduction des besoins en main d'œuvre et donc l'accroissement du chômage⁴⁷.

1-1-3 La théorie du déséquilibre

Cette théorie opère une synthèse entre les théories néoclassiques et Keynésiennes du chômage. Elle est proposée par les économistes français E. Malinvaud et J.-P. Bénassy.⁴⁸

Elle part du principe que les prix et salaires sont faiblement flexibles et que l'on peut alors voir apparaître des déséquilibres sur les marchés⁴⁹. Le rééquilibrage se fera donc non pas par les prix mais par les quantités, soit les quantités à produire ou les quantités de salariés.

Lorsqu'on constate du chômage sur le marché du travail, on peut voir deux situations :

- Une demande supérieure à l'offre sur le marché de biens et services et inférieure à l'offre sur le marché du travail : on parle alors de chômage classique, les entreprises ne produisent pas assez par manque de rentabilité, seule une baisse du coût salariale (salaires, cotisations sociales, etc.) peut réduire ce déséquilibre.⁵⁰
- Une offre supérieure à la demande sur le marché de biens et services mais les prix ne baissent pas, dans ce cas le chômage est keynésien⁵¹. Les ménages ne consomment pas assez, ce qui crée un problème de demande insuffisante. Il faut

⁴⁵ GAUTIE Jérôme, « *Coût du travail et emploi* », éditions La Découverte, Paris, 1998, P. 3.

⁴⁶ ARTUS Patrick, MUET Pierre-Alain : « *Théories du chômage* », édition ECONOMICA, Paris, P. 9.

⁴⁷ www.ses.webclass.fr/notion/chomage-keynesien. Consulté le 04/04/2023

⁴⁸ 15 PLIHON Dominique : « *Emploi et chômage* », la documentation française, N° 246, Aubervilliers, 1990, P.21.

⁴⁹ www.cours.fr. Consulté le 04/04/04

⁵⁰ POURCEL Patrice, op cite. P. 68.

⁵¹ Ibid., P. 67.

alors augmenter le pouvoir d'achat des ménages, mener des politiques de relance de la demande, etc.⁵²

L'intérêt de cette analyse est de montrer que les deux régimes de chômage doivent être traités avec des remèdes différents. Mais la possible coexistence des deux types de chômage traités avec des remèdes différents il rend difficile le choix de la politique économique à mettre en œuvre.⁵³

1-1-4 Le halo du chômage

Le halo du chômage désigne les situations des personnes qui ne sont pas comptabilisées comme chômeur au sens du BIT alors que, de fait, leur situation s'apparente à celle du chômage.

⁵⁴

On peut représenter ces situations dans le schéma suivant

1-1-4-1 Entre emploi et inactivité

Travailleur à temps partiel volontaire ou bénévole dans une association.

1-1-4-2 Entre chômage et emploi

Travailleur à temps partiel involontaire ou travailleur au noir recensé comme chômeur.

1-1-4-3 Entre chômage et inactivité

Chômeur découragé, demandeur d'emploi en stage de formation ou chômage faisant de fausses déclarations sur sa disponibilité.

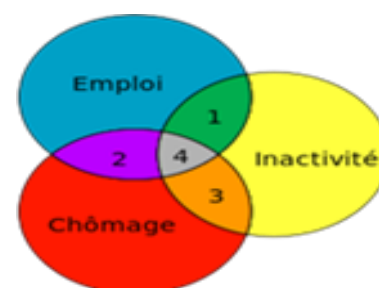
1-1-4-4 Entre emploi chômage et inactivité

Certaines personnes ne sont prises en compte dans aucune des trois catégories, comme les travailleurs clandestins et les employés au noir.

1-1-5 Mesure du chômage

Afin de mesurer le chômage, il suffit de compter ceux qui ne travaillent pas alors qu'ils veulent travailler. Certaines difficultés de mesures peuvent toutefois apparaître lorsqu'il faudrait isoler les individus qui travaillent de ceux qui voudraient travailler afin de calculer le

Figure N02 : les zones floues entre emploi, chômage et inactivité



Source : GAUTIE J. : « Le chômage », édition La Découverte, Paris, 2009. P.14.

⁵² www.cours.fr. Consulté le 04/04/2023

⁵³ OURCEL Patrice, op cite, P. 68.

⁵⁴ Jérôme GAUTIE, op. cite. P. 13.

taux de chômage. Il faut notamment distinguer la population active de la population inactive, ainsi que le simple souhait et la recherche d'emploi qui se traduit par l'accomplissement de différentes démarches tels que l'inscription à l'organisme public gérant les offres et demandes d'emploi.

Avant de passer aux méthodes permettant de mesurer le taux de chômage, il est donc primordial de définir certains concepts.

1-1-5-1 La population active

Elle regroupe toutes les personnes en âge de travailler disponibles sur le marché du travail, soit occupant un emploi au chômage. Ont exclue donc de la population active les personnes ne cherchant pas un emploi comme les étudiants ou personnes au foyer.

Selon le BIT la population active se définit comme suit : « La population active comprend toutes les personnes des deux sexes qui fournissent, durant une période de référence spécifiée, la main-d'œuvre disponible pour la production de biens et services... »⁵⁵

1-1-5-2 Population active occupée

Comprend toutes les personnes, en âge de travailler, qui travaillent au moment de l'enquête ou du recensement, qu'elles soient salariées ou à leur compte.

Sont comptabilisés parmi les actifs occupés : les personnes en congés maladie (moins d'une année) ou en formation, les stagiaires rémunérés de l'entreprise, les apprentis, etc. La durée du travail doit être d'une durée d'une heure au moins. (BIT)

1-1-5-3 Population au chômage

Ce sont les personnes en âge de travailler, qui déclarent être sans emploi, qui recherchent un emploi et sont disponibles pour l'occuper.

1-1-5-4 Population inactive

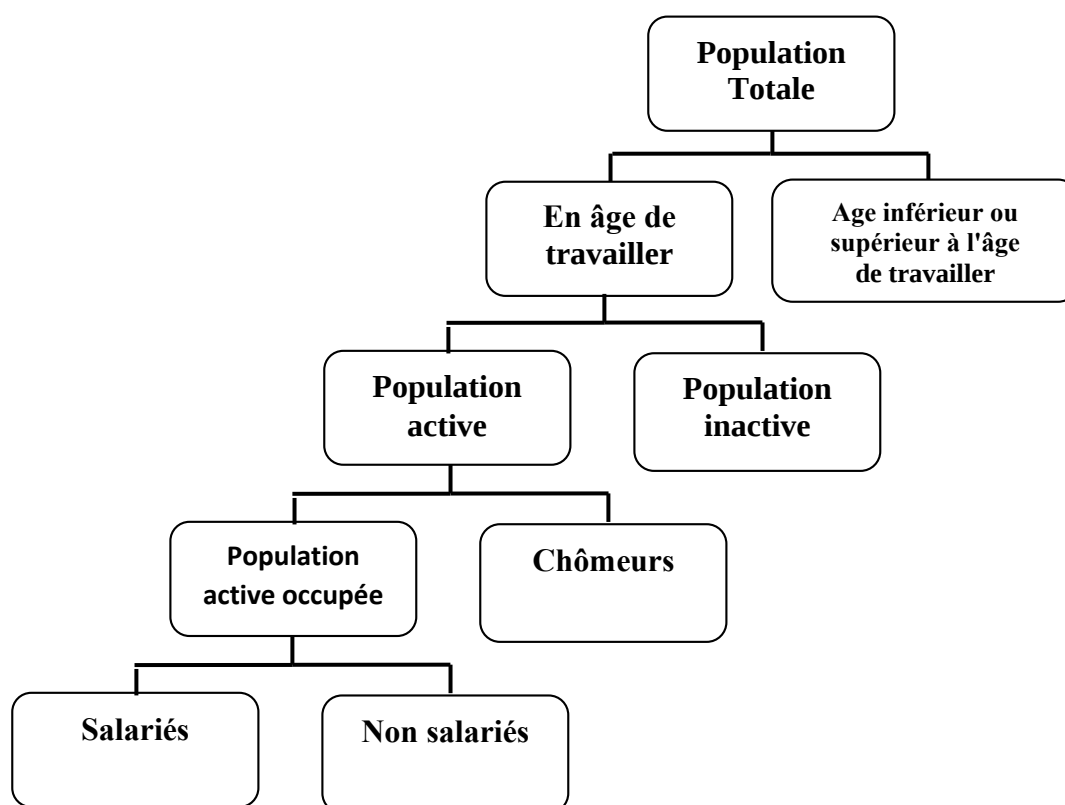
La population inactive comprend l'ensemble des personnes qui n'exercent pas une activité rémunérée ou qui n'en cherchent pas activement, par exemple les personnes au foyer, les étudiants. Pour la dénombrer, il suffit d'ôter à la population totale la population active.⁵⁶

Nous pouvons schématiser les précédentes définitions, afin de permettre une compréhension plus claire, dans le graphique suivant :

⁵⁵ « *Recommandations internationales en vigueur sur les statistiques du travail* », 1988, Genève, p. 57.

⁵⁶http://www.carnot-cannes.fr/index.php?option=com_content&view=article&id=99. Consulté 05/04/2023.

FIGURE N03 : Répartition de la population totale



Source : Elaboré par nous-même à partir de différentes définitions

1-1-5-5 Le taux de chômage

C'est le nombre de chômeurs en pourcentage de la population active, ⁵⁷soit :

$$\text{Taux de chômage} = \frac{\text{nombre de chomeurs}}{\text{population on age de travailler}} \times 100$$

On peut aussi calculer un taux de chômage par âge en mettant en rapport les chômeurs d'une classe d'âge avec les actifs de cette classe d'âge. De la même manière se calculent des taux de chômage par sexe, par région, par nationalité, par niveau de diplôme, etc.

Le taux de chômage mesure donc le déséquilibre entre l'offre et la demande de travail.

1-1-5-6 Difficultés de mesure

Lorsque le chômage est élevé, il arrive que certaines personnes se découragent et cessent de chercher du travail ; elles ne sont alors plus incluses dans la population active. Le taux de

⁵⁷POURCEL Patrice, op. cite. P. 16.

chômage peut donc baisser, ou cesser d'augmenter, même en l'absence d'amélioration sur le marché du travail.⁵⁸

Aussi, ces mesures ne tiennent pas compte de certaines populations qui ne déclarent pas chercher un emploi ou ne sont plus inscrites au pôle emploi. On peut par exemple prendre le cas des chômeurs découragés. De plus, les personnes non disponibles immédiatement ou ayant eu une activité dans le mois sont exclues des chiffres.

Enfin, la définition ne prend en compte que les personnes privées d'emplois et pas celles qui ont un problème d'emploi et qui veulent en changer. On peut par exemple parler des actifs avec des emplois précaires ou avec un temps partiel non désiré. Cette population de flexion fait que lorsque des emplois sont créés, le nombre de chômeurs ne diminue pas d'autant, certains emplois sont pris par des personnes qui n'étaient pas considérées comme au chômage.⁵⁹

1-2 Les typologies du chômage

Il existe différentes formes de chômage, qui se différencient en fonction des caractéristiques de celui-ci, nous pouvons classer les typologies du chômage comme suit :

1-2-1 Chômage conjoncturel

Le chômage conjoncturel est un type de chômage qui résulte du ralentissement temporaire de l'activité économique et/ou des fluctuations de la demande. La baisse d'activité provoque en effet une diminution de la demande de travail, entraînant à son tour des licenciements, des non-renouvellements des contrats à durée déterminée ou la suppression d'heures supplémentaires.⁶⁰ On peut donc le considérer comme étant un chômage involontaire.

1-2-2 Le chômage frictionnel

C'est un chômage volontaire, il existe lorsqu'un travailleur quitte volontairement un emploi pour en rechercher un meilleur et correspond à la période de recherche entre les deux emplois. Il persiste en période de plein emploi⁶¹.

⁵⁸www.cours.fr. Consulté le 05/04/2023

⁵⁹Ibid.

⁶⁰GRANGEAS Geneviève, LE PAGE Jean-Marie : « *Economie de l'emploi* », Presses Universitaires de France, France, 1993, P. 111.

⁶¹MARCHISET P. : « *Chômage frictionnel, conjoncturel, structurel* », disponible sur : <http://mapage.noos.fr/pmarchiset/travaux/chomage.html>. Consulté 05/04/2023

1-2-3 Chômage structurel

C'est un chômage chronique lié aux changements de longue période intervenus dans les structures démographiques, économiques, sociales et institutionnelles. C'est donc un chômage de long terme dans lequel le salaire est constamment supérieur au salaire d'équilibre pour diverses raisons tel que le rôle des syndicats ou l'existence d'incompatibilités entre ce que proposent les employés et ce que recherchent les employeurs, résultant par exemple d'une nouvelle façon de produire qui demande de nouvelles qualifications qui ne sont pas présentées sur le marché du travail.⁶²

1-2-4 Chômage technologique

C'est un chômage dû à l'évolution technologique, il traduit le remplacement progressif des efforts de l'homme par des machines⁶³.

1-2-5 Chômage technique

C'est lorsqu'une entreprise ne trouve pas les éléments nécessaires à la fabrication de ses produits ou lorsque ses fournisseurs n'arrivent pas à subvenir aux besoins de celle-ci, donc, elle se trouve donc dans une situation d'inactivité forcée et est contrainte de suspendre son activité pour raison technique⁶⁴.

1-2-6 Chômage saisonnier

C'est un chômage lié aux mouvements saisonniers de l'activité économique. Il existe deux grandes catégories de travailleurs saisonniers, ceux de l'agriculture et ceux du tourisme, le travail agricole a toujours été, par nature, saisonnier. Par exemple, il y a une variation de la clientèle pour le secteur du tourisme en fonction des saisons. On parle alors de chômeurs saisonniers, puisque ces derniers ne travaillent que lors de certaines saisons de l'année.⁶⁵

1-2-7 Chômage partiel

C'est lorsque l'activité de l'entreprise baisse d'une manière anormale, ce qui l'oblige à réduire ses horaires de travail.⁶⁶

⁶² www.macropol.wordpress.com/2014/05/31/le-chômage/. Consulté 05/04/2023

⁶³ NAIT-ALI S. : « *La contribution des dispositifs publics à l'absorption du chômage en Algérie : ANSEJ ; ANGEM et CNAC* », mémoire de licence en Sciences Economiques, option finance banque, UMMTO, 2010, P. 24.

⁶⁴ IDRES K., ZAABOT F. : « *Le chômage et son traitement par la CNAC. CAS : CNAC DE T.O* ». Mémoire de licence en sciences de gestion, UMMTO, 2005, P. 5.

⁶⁵ GRANGEAS Geneviève, op cit, P. 17.

⁶⁶ NAIT-ALI S., op. cit. P. 25.

1-2-8 Chômage volontaire

Le chômage volontaire est dû au refus libre ou forcé d'une unité de main d'œuvre d'accepter de travailler au salaire d'équilibre du marché. 34 En situation de concurrence pure et parfaite caractérisée par une parfaite flexibilité des salaires réels, le jeu de l'offre et de la demande doit aboutir sur le marché de travail à un équilibre entre l'offre et la demande, les chômeurs ne peuvent donc être que volontaires.⁶⁷

1-3 Les causes du chômage

Le chômage peut être qualifié de mal endémique le plus important des sociétés, l'absence d'un emploi cause, en effet, plusieurs fléaux, tels que : mal-vivre, violences, pertes de production, etc.

Plusieurs causes sont à l'origine du phénomène du chômage, nous pouvons citer essentiellement: la croissance démographique, le facteur culturel, le progrès technique, manque de qualification et la délocalisation.⁶⁸

1-3-1 La croissance démographique

A partir des années 70, il y a eu une augmentation en masse des demandes d'emplois par les jeunes sur le marché du travail, ainsi que le facteur sociologique qui est l'augmentation des demandes d'emplois par les femmes qui sont de plus en plus nombreuses à vouloir travailler, tandis que les départs à la retraite sont peu nombreux. Ce qui conduit donc à une croissance de la population active et donc à une demande de travail supérieure à l'offre. On a donc un nombre d'arrivants supérieur au nombre de partants sur le marché du travail, d'où l'augmentation du chômage⁶⁹

1-3-2 Le facteur culturel

Nous avons aussi le facteur culturel, qui fait en sorte que les métiers manuels, tels que les métiers de l'agriculture et de la maçonnerie, sont désertés par les jeunes qui répugnent ces emplois et ne souhaitent travailler pour ceux qui ont un niveau éducatif que dans les emplois administratifs, tandis que ceux sans niveau préfèrent les emplois de gardiennage qui sont moins pénibles.⁷⁰

⁶⁷Ibid.

⁶⁸John Maynard Keynes, op. cit. P. 36.

⁶⁹NAIT-ALI S. op. cit. , P. 36.

⁷⁰LAMIRI A. : "Les cause structurelles du chômage et les remèdes", journal El Watan, 19 janvier 2015.

1-3-3 Le progrès technique

Le progrès technique désigne l'ensemble des innovations permettant d'améliorer l'efficacité du système productif, de créer de nouveaux procédés. L'informatisation, ainsi que le développement des techniques et moyens de production a fait en sorte que les entreprises, surtout du secteur industriel, ont tendance à utiliser plus de machines et d'outils et moins de facteur humain dans leur processus de production, il y a donc une substitution du Capital au travail. Même si le progrès technique, en supprimant des postes de travail, en crée également de nouveaux dans d'autres secteurs (fabrication de machines, robots, conceptions de logiciels...), mais les postes créés sont généralement inférieurs aux postes détruits.⁷¹

1-3-4 Manque de qualifications professionnelles

C'est une situation paradoxale dans laquelle coexistent un chômage et des offres d'emplois. Autrement dit, c'est lorsque, d'un côté, les entreprises cherchent à recruter et, d'un autre côté, des demandeurs d'emplois ne trouvent pas de travail.

Cette situation d'incohérence se produit lorsque les qualifications requises pour l'exercice des fonctions offertes sur le marché du travail ne sont pas disponibles chez les demandeurs d'emplois. Il existe donc une inadéquation entre les qualifications des chômeurs et les qualifications exigées pour les emplois disponibles.⁷²

1-3-5 La délocalisation

La délocalisation fait référence au fait que certaines entreprises préfèrent transférer leurs unités de production vers d'autres pays où la main d'œuvre est moins cher. Par exemple, il est moins onéreux pour une entreprise de faire fabriquer ses produits en Chine, où le coût du travail est faible, puis de les transporter en Algérie pour les consommer, que de les fabriquer en Algérie, où la main d'œuvre est chère. Donc ces produits seront importés au lieu d'être fabriqués localement.⁷³

La délocalisation se produit lorsque le coût du travail dans un pays est plus élevé que celle d'un autre pays.⁷⁴

⁷¹ NAIT-ALI S. op. cite. , P. 43.

⁷² PHILIPPE D'iribarne : « Le chômage paradoxal », édition Economie en liberté, Paris, 1990, P.26.

⁷³ CAHUC Pierre, ZYLBERBERG André : « *le chômage fatalité ou nécessité ?* », édition Flammarion, 2004, P.32.

⁷⁴ AMINOKH : « *exposé sur le chômage* », publié le 27/07/2010, disponible sur : <http://phylog.perso.neuf.fr/chomag.htm>, consulté le 05/04/2023

Section 2 : L'évolution du chômage en Algérie

Dans cette section, nous allons analyser le chômage en Algérie tout en présentant les principales causes de son apparition dans le pays et de ces conséquences.

Depuis 1970, le taux de chômage en Algérie a augmenté de manière constante. Cette augmentation a été particulièrement prononcée dans les années 1980 et 1990, en raison de la crise économique et politique qui a frappé le pays pendant cette période. Les taux de chômage ont atteint leur plus haut niveau en 2000, avec près de 30% de la population active sans emploi. Les années qui ont suivi ont été marquées par une légère diminution du chômage, avant une nouvelle hausse au début des années 2010. En 2021, le taux de chômage en Algérie est estimé à environ 12%.

Les années qui ont suivi ont été marquées par une légère diminution du chômage, avant une nouvelle hausse au début des années 2010. En 2021, le taux de chômage en Algérie est estimé à environ 12%.

2-1 Les cause de chômage on Algérie

Plusieurs facteurs ont contribué à l'augmentation du taux de chômage en Algérie depuis les années 1970. Parmi les facteurs les plus importants, on peut citer :

- La forte dépendance de l'économie algérienne aux exportations d'hydrocarbures, qui ont connu des fluctuations importantes au fil des années.
- Les politiques économiques inadéquates et la corruption, qui ont conduit à une mauvaise gestion des ressources publiques et à un manque d'investissements dans des secteurs clés tels que l'agriculture, l'industrie et les services.
- La croissance démographique rapide, qui a créé une pression croissante sur le marché du travail et a rendu difficile la création d'emplois suffisants pour les nouveaux entrants sur le marché du travail.
- Le faible niveau d'éducation et de formation professionnelle, qui a contribué à un manque de main-d'œuvre qualifiée dans de nombreux secteurs.

2-2 Les conséquences du chômage en Algérie

Le chômage a des conséquences négatives importantes pour les individus et la société en général. Les personnes sans emploi peuvent connaître une perte de revenus, une détérioration de leur santé mentale et physique, et une diminution de leur estime de soi.

- Le chômage peut également entraîner des tensions sociales et politiques, en particulier dans les zones où le taux de chômage est élevé.

-Pour la société dans son ensemble, le chômage peut avoir des conséquences économiques négatives, en réduisant la production et la consommation, et en augmentant les coûts sociaux tels que les prestations de chômage.

-Le chômage peut également entraver le développement social et culturel en empêchant les individus de participer pleinement à la vie de la société.

En conclusion, le chômage en Algérie est un problème grave qui a des causes profondes et des conséquences néfastes pour les individus et la société dans son ensemble. Pour résoudre ce problème, l'Algérie doit mettre en place des politiques économiques et sociales efficaces visant à diversifier son économie, à favoriser l'éducation et la formation professionnelle et à stimuler la création d'emplois dans tous les secteurs.

Section 03 : L'incidence des régimes de change sur la performance économique

A la première moitié des années 80, le taux de croissance annuel moyen du PIB réel de l'Algérie était de 5%. Par la suite, la chute des prix du pétrole en 1986 a eu un impact considérable sur les recettes publiques et les paiements internationaux. À vrai dire, la situation économique reste caractérisée par des niveaux de production industrielle hors hydrocarbures très faibles, des taux de chômage élevés, une expansion continue de l'économie informelle, des inégalités sociales croissantes, l'absence de droits et un environnement institutionnel et administratif peu sain.⁷⁵

3-1 Régime de change et la croissance de PIB

3-1-1 La croissance de PIB

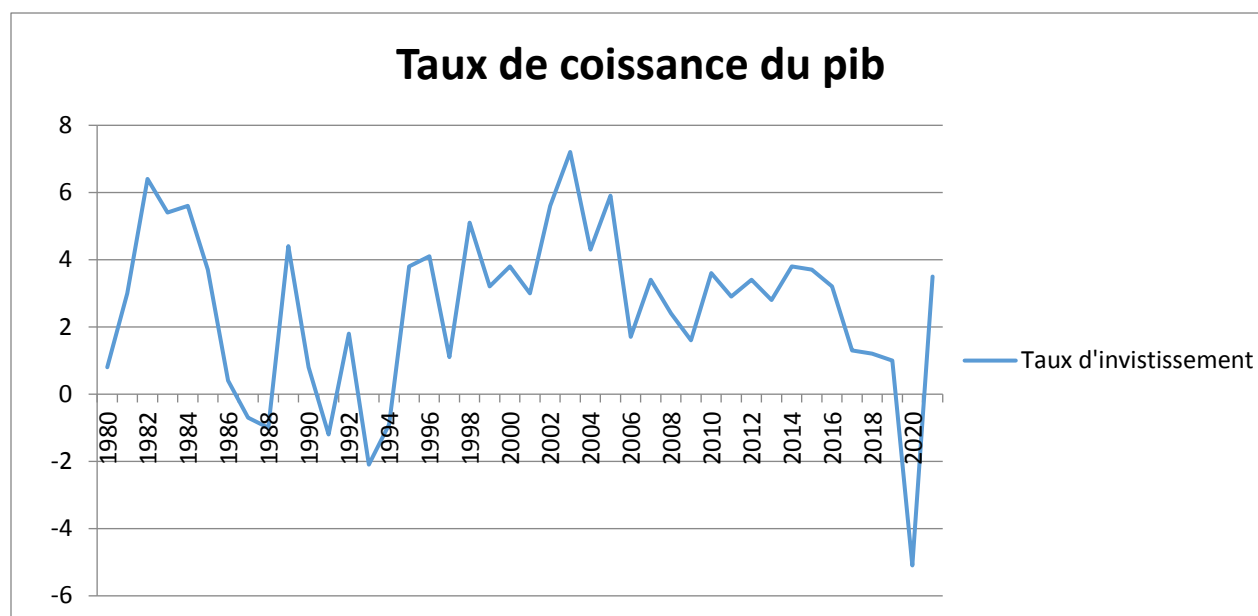
Le produit intérieur brut d'un pays est égal à la somme des valeurs ajoutées des producteurs résidant sur son territoire. Il est issu de la richesse créée par les activités de production. C'est un indicateur essentiel produit dans le cadre des comptes nationaux. L'augmentation du PIB peut être due soit à une augmentation de la quantité produite, soit la hausse des prix.

⁷⁵ Rapport du FMI n°07/61 février 2007, page 3.

Selon les données de la banque mondiale, la croissance de produit intérieur brut pendant la période 1980-2021 sont reportés dans le graphe ci- dessous

Graphe N° 02 : L'évolution de la croissance de PIB En Algérie

Source : faite par nous-même à partir des données de la banque mondiale



Dans ce graphe, on remarque que l'Algérie a traversé une période raisonnable entre l'année 1970 et 1985, le PIB réel a augmenté en moyenne de 5,4% depuis la crise de la dette en 1983 et la chute des prix du pétrole pendant la période 1986, la croissance économique 1986 et 1990 a considérablement ralenti pour atteindre une moyenne annuelle de 1,4%. En outre, la croissance négative annuelle réelle du pays entre 1990 et 1994 a été de -0,9 % principalement en raison de la forte baisse des prix du pétrole et de l'impact des conditions météorologique défavorables, qui ont entraîné une forte baisse de la production agricole⁷⁶.

Entre 1994 et 2000, la performance macroéconomique s'est améliorée. La dette extérieure a baissé de 80% du PIB en année 1995 à 46% du PIB en année 2000, Le déficit budgétaire est passé d'une moyenne annuelle de -4,4 % du PIB à un excédent de 7,8%. En revanche, le solde budgétaire hors hydrocarbures s'est détérioré, passant de 26 % du PIB hors hydrocarbures à 33 % du PIB hors hydrocarbures.⁷⁷

⁷⁶ William C. Byrd, (2003), « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », Confluence Méditerranée N°45, p61.

⁷⁷ William C. Byrd, (2003), « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », Confluence Méditerranée N°45, p61.

Ensuite, durant la période 2001 à 2003 l'évolution de produit intérieur brute est passée de 3% en 2001 à 5,6% en 2002. La croissance du PIB réel s'est nettement rétablie après le ralentissement observé en 2000. D'une croissance économique de 1,2%, le taux est passé à 5,4% en 2001. En 2002, le PIB a connu une croissance de 4,7%, soit un dépassement de 2 point par rapport à l'année 2001. Le PIB hors secteur des hydrocarbures a connu une croissance réelle de 5,3%. En 2003, la croissance s'est accélérée pour atteindre 6,8%, dépassant ainsi de 1.8 point de pourcentage le plus haut niveau de croissance des années 90 (atteint en 1998). Le PIB hors hydrocarbures a en effet progressé, en termes réels, de 6,1% en 2003. Les secteurs hors hydrocarbures principalement, le secteur des services et le secteur du bâtiment et travaux publics, secteur agriculture et l'industrie, respectivement des taux annuels de 5.6%, 8.1%, 5.8% et 5.2%, 1.7%. Par ailleurs Le taux de croissance économique a été diminué 1.7% en année 2006 et de 3,4% en 2007 et sera de 2,4% en 2008 et 1,6% en année 2009. Ces chiffres mettent en évidence l'extrême dépendance de la croissance vis-à-vis des hydrocarbures en raison de leur poids dans le PIB.

Entre les années, 2010 à 2013 le taux de croissance reste stable respectivement, en 2010 le PIB est de 3,6% ; et en 2011 et 2012 presque c'est le même temps de croissance de PIB est de 2,9% pour l'année 2011 et 3,4% pour 2012, en suite l'année 2013 le produit intérieur brut est diminué de taux annuel de 2,8%.

Enfin, la baisse des prix de pétrole depuis le mois de juin 2014 a eu un impact significatif sur les finances publiques algériennes depuis 2015. Après avoir atteint un pic de 15% de PIB en année 2015, le déficit budgétaire en 2016 était de 13% et de 2015 (représentant 46% de PIB) et a 2016 (représentant 42% de PIB), la contraction des dépenses a été supérieure à la baisse des revenus, passant de 31% de PIB en deux années à 29%. En effet, en 2016 le taux de croissance de PIB était de 3.2% contre 3.7% en 2015, cette croissance faite suite à la reprise de l'industrie des hydrocarbures grâce à l'augmentation des activités de production, de raffinage et de liquéfaction. Par suite, pendant l'année 2016 la croissance est relativement forte pour l'Algérie qui a été freinée par un ralentissement de l'industrie hors hydrocarbures, cette croissance est d'un taux de 2,9% ; contre un taux de 5% en 2015. Cette baisse a été principalement attribuée à l'industrie agricole (en raison de conditions météorologiques extrêmes) et au ralentissement de la production, ainsi qu'au secteur des services dans la seconde moitié de l'année. En 2016, sous l'influence de la réduction des dépenses publiques. En fin les taux annuels de PIB resteront en baisse pendant les dernières années 2017, 2018 et 2019,

respectivement les taux sont, 1,3 % en 2017 ;1,2% en 2018 et 1% en 2019 on 2020 le taux baisse jusqu'à -5.1 , on 2021 le taux augment a 3.5.⁷⁸

3-1-2 La relation entre les régimes de changes et la croissance de PIB

La théorie économique montre que le régime de change adopté par un pays peut affecter sa croissance de deux manières : impact direct sur l'ajustement aux chocs, ou impact indirect sur les principaux déterminants de la croissance économique de produit intérieur brut, tels que l'investissement, le commerce extérieur et le développement du secteur financier Aloui Sassi,(2005).⁷⁹

Par conséquent, l'effet apparaît dans la vitesse d'ajustement économique en réponse aux chocs. Selon Aizenman, une économie plus sensible aux chocs devrait bénéficier d'une croissance de productivité plus élevée (Aloui Sassi⁸⁰, année 2005).

Friedman et Mundell (1995) ont insisté sur le fait que le régime de change est le déterminant de la croissance économique. D'une autre part, Friedman privilégie un régime de change flottant et souligne l'effet isolationniste de ce régime face aux chocs extérieur. Cependant, l'œuvre de Friedman s'inscrit dans une période de faible mobilité du capital.

D'un autre côté, Mundell a prouvé que si la mobilité du capital augmente, les attributs isolationnistes diminueront. Boyer (1978) a montré que la variance des chocs dans l'économie est très importante dans la détermination du régime de change. Ses recherches portent sur les petites économies ouvertes qui sont soumises à trois types de chocs : les chocs internes, les chocs monétaires et les chocs réels. Il a déclaré que l'emplacement du choc n'est pas important, mais que les aspects réels ou monétaires du choc doivent être pris en compte. Si le choc est de type monétaire, un régime de change fixe est préférable. Si l'impact est de type réel, alors le régime plus justifié est le régime de change flexible. En présence des deux chocs, le flottement géré est préconisé. Toutefois, Aizenman et Frenkel (1981) ont conclu que le choix de régime de change optimal dépend de la nature et de l'origine des chocs qui affectent l'économie.

Par ailleurs, certains auteurs préconisent qu'à chaque fois les prix sur la demande et l'offre de monnaie augmente implique une diminution sur la croissance de produit intérieur brut.

⁷⁸ Selon le dernier rapport de la Banque mondiale de 2008.

⁷⁹ Aloui C. et Sassi H., « Régime de change et croissance économique : une investigation empirique », *Économie internationale* 2005/4, N° 104, p 100.

⁸⁰ Idem, page 56

Quant à l'influence indirecte dans la théorie économique, plusieurs chercheurs stipulent que la relation entre le régime de change et le taux de croissance (PIB) produit des résultats très variés (Goldberg, 1993 ; Campa et Goldberg, 1999 et Lahrière-Révil, 2001). Certains auteurs, comme Aizenman (1994), soulignent que l'investissement a une tendance importante sous les régimes de change fixes grâce à la réduction de l'incertitude des politiques économiques.

Les régimes de change flottants facilitent les ajustements des prix et des salaires réels. Mais, si les forces spéculatives font du taux de change nominal une source indépendante de volatilité, un régime de change flexible peut également exacerber les variations de la production et de l'emploi. Aussi, l'effet d'un type régime de change flexible ou fixe sur le taux de croissance (PIB) d'un pays peut dépendre du degré d'ouverture d'une économie à l'égard des marchés internationaux.

3.2 Régime de change et l'inflation

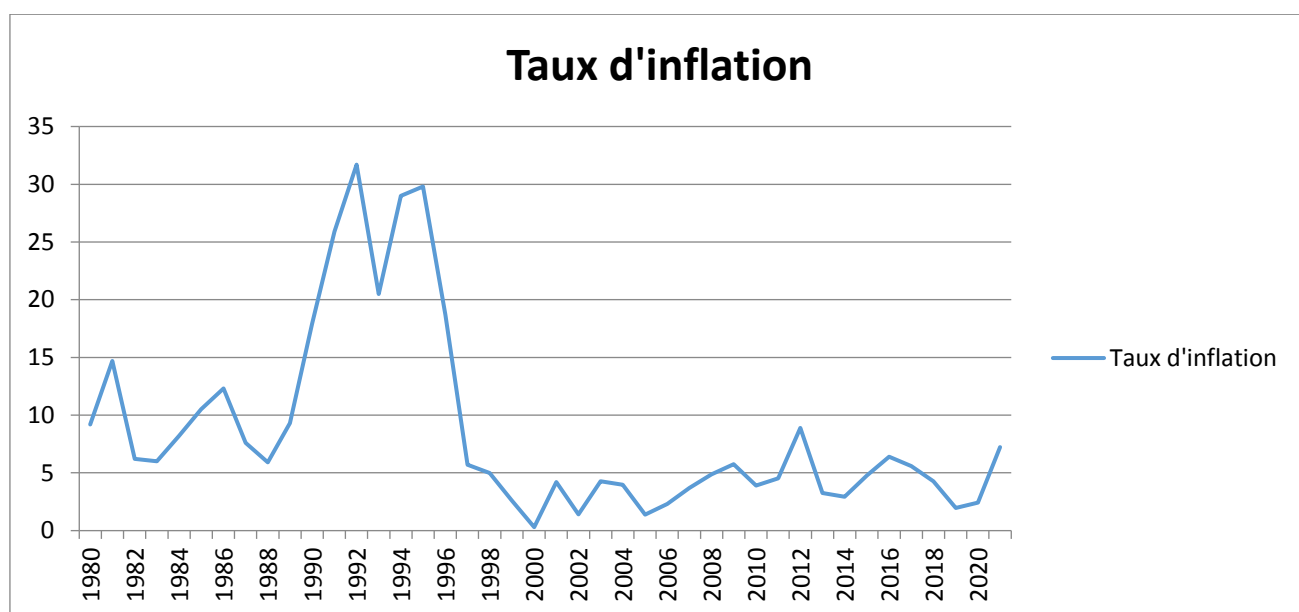
3-2-1 Le taux d'inflation

L'inflation est une baisse du pouvoir d'achat d'une monnaie, conduisant à une augmentation générale et soutenue des prix. Il s'agit d'un phénomène continu, qui fait monter tous les prix et superpose les différences sectorielles de prix.

Le taux d'inflation est la variation en pourcentage de l'indice sur une période donnée : si le prix moyen du « panier » passe de 100 à 102, l'inflation est de $(102-100) / 100 = 2/100 = 2\%$. (Indice des prix à la consommation) : par rapport aux prix à la consommation de l'année précédente.

À la lumière de tout ce qui précède, nous pouvons dire qu'au cours de la période 1970-2019, il y a eu de nombreuses différences dans le taux d'inflation. En 1992, nous avons enregistré la valeur la plus élevée du taux d'inflation, qui était de 31,66%, et en 2000, nous avons enregistré la valeur la plus faible, qui était de 0,33%. ⁸¹L'inflation en Algérie est déterminée par plusieurs facteurs. Après avoir vu l'évolution des prix depuis les années 1990, nous nous concentrerons sur les différents déterminants de l'inflation en Algérie. Selon les données de la banque mondiale, le taux d'inflation en Algérie pendant la période 1970-2021 se trouve dans le graphique ci-dessous

⁸¹Définition (http://www.insee.fr/fr/nom_def_met/d%C3%A9finitions/html/inflation.htm) de l'inflation sur le site de l'INSEE.

Graphes N°03 : Évolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 1970-2021

Source : faite par nous-même à partir des données de la banque mondiale

La période allant de 1970 à 1990, au lancement de la libéralisation des prix, l'inflation annuelle se situait en moyenne autour de 9%, exception faite de la forte hausse induite par le premier choc pétrolier et reflétant l'augmentation des prix à l'importation⁸². Cependant cette stabilité des prix n'était qu'illusoire au regard de l'excédent de masse monétaire causé par les importants déficits budgétaires.

L'Algérie a connu durant cette période (1990-1995) une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,65% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,66% en 1992, qui est l'année où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation depuis l'indépendance⁸³. Nous pouvons expliquer cette hausse par deux facteurs :⁸⁴

- L'accélération du processus de libéralisation des prix, amorcée en 1989, faisant passer 85% des prix au régime libre.
- La forte dévaluation du dinar algérien survenue pour contrer la détérioration des termes de l'échange qui a engendré un renchérissement des produits importés.

À partir de 1992, le taux d'inflation a baissé suite à une diminution de la masse

⁸²Abdullah. B-D, (1999), « l'expérience algérienne des réformes économique, Recherche du Symposium intellectuel organisé par le centre national pour les études et l'analyse de la planification en Algérie », page 359.

⁸³ Benbiteur.A, (1998), « l'Algérie au troisième millénaire : défis et potentialité », éditions Marnioor, Algérie, page 70.

⁸⁴Benbiteur.A, (1998), page 74.

monétaire, il passe à 20,54% en 1993 grâce à une conjoncture économique favorable, puis remonte à 29,04% en 1994 et reste stable jusqu'en 1995 où il est à 29,77%.

L'Algérie a connu durant cette période (1990-1995) une inflation galopante, le taux d'inflation annuel passant de 16,65% en 1990 à 25,88% en 1991 pour atteindre un pic de 31,66% en 1992, qui est l'année où l'Algérie a connu le plus haut niveau d'inflation depuis l'indépendance.

À partir de 1992, le taux d'inflation a baissé suite à une diminution de la masse monétaire, il passe à 20,54% en 1993 grâce à une conjoncture économique favorable (subvention des prix des produits de première nécessité par l'État), puis remonte à 29,04% en 1994 et reste stable jusqu'en 1995 où il est à 29,77%.⁸⁵

La période allant de 1996 à 2001 : Ce temps est écrit par une évolution à la baisse de taux d'inflation. Inférieurement l'effet de la légalisation des prix et deuxième diminution du dinar après 1988, le taux d'inflation s'est répandu 18,67% en 1996 jusqu'à arriver à 0,33 en 2000 qui est le taux le plus bas jamais numéroté jusqu'à nos jours.

Ces résultats montrent que la banque d'Algérie a pu donner l'avènement de l'excès de liquidité sur le marché monétaire algérien qui était la cause de hausse des prix au début des années 2000. Le recul du volume des importations est lié à la contraction des importations agricoles, à la rationalisation des entreprises de leur consommation intermédiaire pour pouvoir affronter la concurrence qui commençait à faire son ancrage sur le marché local, et la contractions de la valeur réelle des revenus des ménages. Ces différents événements ont conduit à la baisse de taux d'inflation en 1996 qui est estimé à 18,67%.⁸⁶

De plus, il explique la maîtrise de l'inflation durant cette période : ⁸⁷

-Resserrement budgétaire : Le solde budgétaire total exprimé en pourcentage du PIB a atteint un excédent de 10% en 2000, contre un déficit de 8,7% en 1994, largement dû à l'aide réduire la demande totale.

-Politique de revenu stricte : entre 1993 et 1996, les salaires ont en fait baissé de 30%. En outre, l'absence d'un mécanisme d'indexation universel limite dans une large

⁸⁵ SAMI. S et HOSSEIN.D, (2007), « Essai de modélisation de l'inflation en Algérie », Mémoire de Master, Économie et finance », INPS ALGER Format PDF, Disponible sur : <https://www.memoireonline.com> (consulté le 11/09/2018), page 40.

⁸⁶ Rapport de la Banque d'Algérie, (2000), « Évolution économique et monétaire en Algérie ».

⁸⁷ SAMI. S et HOSSEIN.D, Op. cit., p. 42

mesure l'inflation.

La stabilité des prix est le résultat d'un programme d'ajustement structurel soutenu par le Fonds monétaire international, qui vise à stabiliser les prix à des niveaux comparables à ceux des partenaires commerciaux.

Nous avons remarqué que par rapport à 2000 (0,33), le taux d'inflation en 2001 était de 4,22%. Cette augmentation est due à l'augmentation des salaires des fonctionnaires et du salaire minimum national garanti dans le contexte d'une offre rigide et d'une absence de réglementation du marché.

La période allant de 2002 à 2012 : Contrairement à l'année 2001, nous remarquons une baisse significative des prix à la consommation en 2002.⁸⁸

Parmi les années 2000-2005 on a écrit une performance économique qui s'appelle une forte croissance (plus de 5% en moyenne annuelle), et de contrôle de l'inflation à 1,63% en 2005 grâce aux recettes pétrolières engrangées qui ont connu un boom sans précédent.

L'année 2003 a été marquée par la hausse des prix mondiaux des produits agricoles, du fait de la contraction de l'offre mondiale d'une part, et de la flambée de la demande de produits agricoles des marchés internationaux à travers lesquels l'Algérie n'a pu couvrir que 35% de ses besoins alimentaires pour sa production nationale.⁸⁹

L'inflation au premier semestre 2006 était principalement due à la hausse modérée des prix (logement et charges, transport et communication), des produits alimentaires.⁹⁰

Raison de la hausse annuelle des prix de l'inflation observée en 2009 était de 5,74% fonctions : concernant les approvisionnements en énergie, le taux d'inflation annuel moyen a baissé à 3,91% en 2010, l'année 2011 a été marquée, l'inflation s'est de nouveau remise à croître pour atteindre 4,5% après la désinflation de l'année précédente.⁹¹

En 2012 le taux d'inflation en Algérie a été 8,9% contre 4,5% en 2011. Cela est dû à une hausse relativement importante des prix des biens alimentaires de 12,22%, avec notamment 21,37% pour les produits agricoles frais et 4,67% pour les produits alimentaires industriels.⁹²

⁸⁸ Dalila.G, (2004), « évolution du taux d'inflation en Algérie », fiche de synthèse, Missions économiques, Algérie, pp. 2-4.

⁸⁹ Rapport de la Banque d'Algérie, (2005), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 45.

⁹⁰ Rapport de la Banque d'Algérie, (2006), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 47.

⁹¹ Rapport de la Banque d'Algérie, (2010), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 34.

⁹² Rapport de la Banque d'Algérie, (2012), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 46.

Le taux d'inflation annuel pour l'année 2013, qui est le plus bas depuis 7 ans, est estimé à 4,15% pour l'indice national et 3,3% pour la capitale, en baisse respectivement de 5,55 et 5,6 points par rapport à 2012.⁹³ Ce résultat est attribué à la baisse sensible des prix élevés des produits agricoles frais, son taux annuel moyen étant limité à 4,02% en 2013 contre 21,4% en 2012⁹⁴

L'inflation continuera de baisser en 2014 pour atteindre un taux annuel moyen conforme à l'objectif à moyen terme. Le taux d'inflation annuel moyen, amorcé en 2015, a continué de s'accélérer en 2016, atteignant 6,4 pour l'indice du Grand Alger (5,8 pour l'indice national).⁹⁵ Cette hausse de l'inflation ne semble pas être imputable aux déterminants classiques de l'inflation⁹⁶

En 2017, le taux d'inflation annuel était de 5,6%. L'injection de liquidités dans le système bancaire par la Banque d'Algérie, après plus de quinze ans pendant lesquels elle n'a pas été contrainte de jouer son rôle de prêteur en dernier ressort, pourrait conduire à une accélération de l'inflation. Enfin dans les deux dernières années 2018 et 2019 l'inflation est diminuée respectivement, 4,3% pour 2018 et 2,2% en 2019 et augment les deux dernières années 2.42% on 2020 et 7.22 on 2021.

3-2-2 La relation entre les régimes de changes et l'inflation

Il existe un large consensus sur la relation entre les régimes de taux de change fixes et l'inflation. Un pays qui tente d'une manière crédible de lutter contre l'inflation, en fixant le taux de change de sa monnaie pourrait entraîner une baisse des taux d'inflation et cela à travers ce qu'on appelle les effets de la confiance, à mesure que la confiance dans la monnaie locale augmente, et donc Les devises étrangères, qui ont réduit les effets de l'expansion

En ce qui concerne les systèmes de taux de changes flottants, la plupart de la littérature indique les régimes flexibles sont plus adéquats à des situations où les taux d'inflation sont élevés. L'état peut déterminer l'objectif ultime de sa politique monétaire et choisir des outils qui atteignent cet objectif qui sert l'économie locale et prend en compte les caractéristiques de l'économie et la nature des problèmes pour y faire face sans se limiter au maintien d'un taux de changes fixe. C'est ce qui pousse les gouvernements à adopter des politiques inflationnistes

⁹³ Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2013, p. 29.

⁹⁴ Rapport de la Banque d'Algérie, (2013), « Activité économique et monétaire en Algérie », p. 29.

⁹⁵ Office National des Statistiques : Indice des prix à la consommation, Comptes nationaux en volume et Enquêtes sur les salaires auprès des entreprises - Mai 2013 (www.ons.dz), page 6.

⁹⁶ Rapport de la Banque d'Algérie, « Activité économique et monétaire en Algérie », 2014, p. 35 et 2015, p. 36. 2016, p. 29.

sans crainte de faibles précautions, car la dévaluation de la monnaie dans le pays augmenterait et ferait monter les prix intérieurs.

3-3 Régime de change et le commerce extérieur

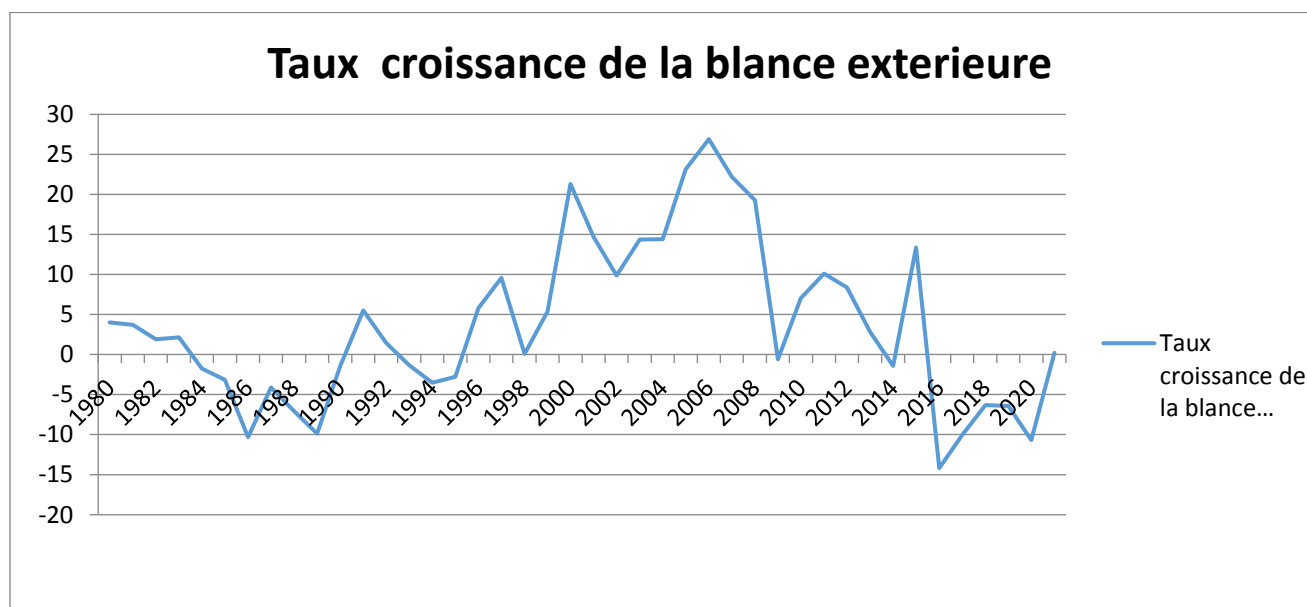
3-3-1 Commerce extérieur

Le commerce extérieur est l'un des piliers les plus importants dont dépend le développement économique de tous pays et il joue un rôle important au sein de l'économie dans les pays de monde. Il est devenu l'un des outils de base pour atteindre les objectifs de développement économique. Le commerce extérieur est l'échange des biens et services et des facteurs de production entre les agents économiques.⁹⁷

À l'intérieur ou à l'extérieur de pays, nous pouvons définir le commerce extérieur comme le processus d'échange commercial des biens et services et autres éléments de production entre plusieurs pays afin d'obtenir des avantages mutuels pour les parties à l'échange.

Selon les données officielles de la banque mondiale, le taux de couverture (balance extérieure) en Algérie durant la période 1970-2021été expliqué dans le graphe ci- dessous.

Graphe N° 04 : graphe représente la balance extérieure en Algérie



Source : faite par nous-même à partir des données de la banque mondiale

Après avoir présenté le cadre législatif du commerce extérieur, qui devait être appliqué

⁹⁷ BOUKOUNA NOURA, financement du commerce extérieur, qui devait être appliqué depuis les années 1970a été négativement jusqu' à les années 1980 en dessous de zéro

depuis les années 1970 a été négativement jusqu'à les années 1980.

La période 1973 à 1974, premier choc pétrolier, les importations ont augmenté plus de 100%, alors que le taux de croissance moyen en 1967 et 1973 était de 19% le taux de décroissance moyen des exportations est de 28,23%, mais il est importations, ce ratio n'est pas uniforme sur toute la période.

La période de 1980 jusqu'à 1989 est mitigée du fait de la structure des exportations qui demeure inchangée. Ces résultats insuffisants sont dus à deux autres événements de dimension mondiale : l'un étant la chute brutale des cours des hydrocarbures, et l'autre la baisse de prix du dollar. De ce fait, l'économie algérienne se retrouve bouleversée par ces événements, à quoi s'ajoute l'ampleur de la dette extérieure, souvent considérée comme amplificateur de la crise économique.

Au début des années 1990, l'Algérie s'est engagée dans des réformes structurelles matérialisant ainsi la transition vers une économie de marché. L'économie algérienne a connu un climat économique assez satisfaisant qui se concrétise dans des indices macroéconomiques positifs, résultant des différents ajustements et réformes mis en œuvre tout au long de cette décennie.

Durant la période 1989-1999 nous avons remarqué la chute des revenus d'exportations des hydrocarbures qui ont causé des déficits des soldes de la balance commerciale.⁹⁸

À la fin de la période 1990 jusqu'à 2006, les politiques commerciales sont en pleine réforme en Algérie.

3-3-2 La relation entre le régime de changes et le commerce extérieur

Le taux de changes est déterminé en fonction des quantités fournies et demandées de devises étrangères et le volume de la demande de la monnaie. Cependant, selon la théorie économique, l'instabilité des taux de change peut avoir un effet concernant le commerce extérieur. De nombreuses recherches ont été faites, Rose (2000) a analysé l'effet de l'union monétaire sur les flux du commerce extérieur. Il a trouvé un effet positif de l'importance de l'union monétaire dans le commerce international.

Glick et Rose (2001) ; Baum et Cagayan (2009) ont pris des données de la zone euro, des pays industrialisés et de nouveaux pays industrialisés pour la période 1980 à 2006.

⁹⁸ Farid. M, (2007), « les politiques commerciales de l'Algérie et son intégration à l'Europe », mémoire online, université de Pau et des pays de l'Adour, pp7-9

Ils trouvent que la volatilité du taux de change peut affecter le commerce bilatéral

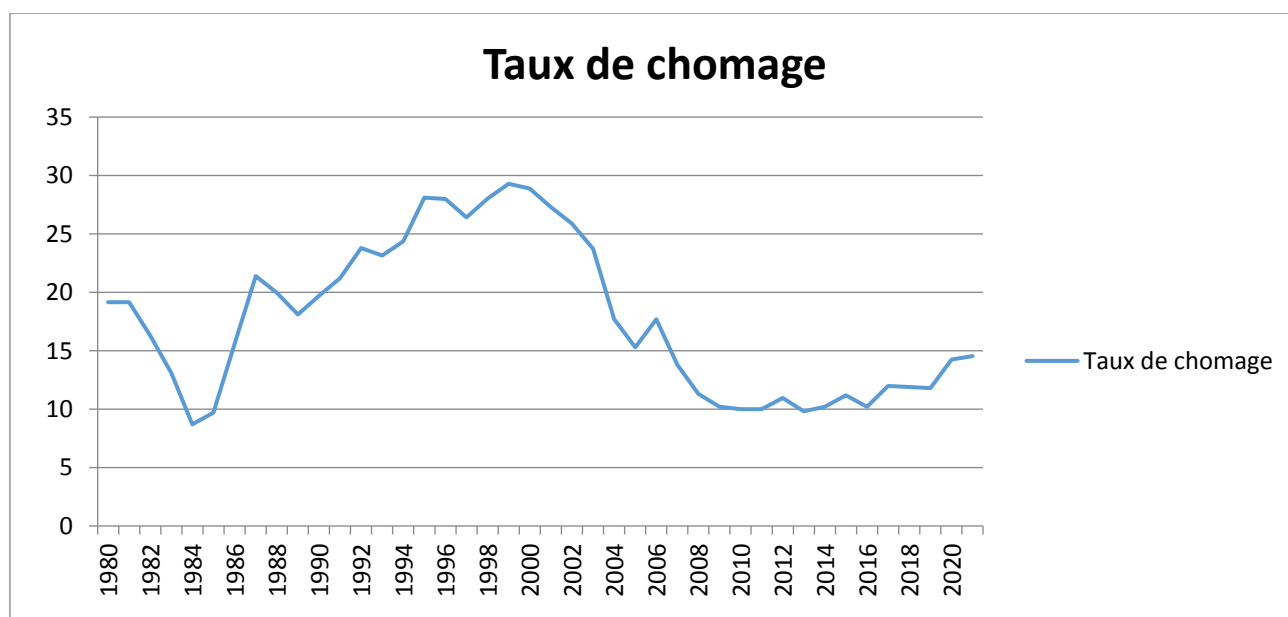
3-4 Régime de change et le taux de chômage

3-4-1 Taux de chômage

La récession des années 1980 (baisse des investissements, destruction des équipements de production) a aggravé la situation économique en Algérie. Cette baisse de l'emploi n'a pas été compensée par la création de nouveaux emplois et les réformes économiques amorcées depuis 1988 ne feront qu'empirer la situation. Le taux de chômage est passé de 10% en 1985 à 24,4% en 1994, puis à 28.9% en 2000.⁹⁹ En 2001, il affichera une tendance à la baisse, soit un record de 27%. Selon les statistiques de la banque mondiale. La diminution devient forte en 2006, 2008, 2010, 2011, 2013 et 2014 où l'on enregistre des taux de 17.7 % ; 11,3% ; 10% ; 9,93% ; 9,81% ; 10,21% respectivement.¹⁰⁰

Selon les données officielles de l'ONS durant la période 1970 jusqu'à 2019, les taux de chômage sont expliqués dans le graphe ci-dessous.

Graphe N°05 : Graphique représentant l'évolution du taux de chômage en Algérie



Source : faite par nous-même à partir des données de la banque mondiale

⁹⁹ « La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie » : www.iefpedia.com. Consulté le 27/04/2013.

¹⁰⁰ ZERKAK, Set MEKHMOUKH, S, (2011), « La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie », www.iefpedia.com/.../La-question-du-chômage-et-de-la-promotion-de-l'emploi-en-algerie/, consulté le 15/05/2013

Selon ce graphe, on remarque que pendant la première période 1970-1985 le taux de chômage correspond à celle de l'économie administrée¹⁰¹. Durant cette période les taux de chômage en 1970 jusqu'à 1981 sont une hausse, respectivement les taux annuels sont ;22,45% ; 24,2% ; 24,87% ; 23,85% et enfin 19, 15% mais en période 1982-1985 les taux ont considérablement diminué, passant de 13,1% en 1983 à 9,7 % en 1985, cette tendance à la baisse est due essentiellement à deux facteurs :¹⁰²

- L'obligation fait au secteur public et au domaine agricole de recruter plus que leur besoin réel.
- Les accords de coopération pour la migration de travail que l'Algérie a établie avec plusieurs pays, avec la France par exemple, géré par L'ONAMO ¹⁰³jusqu'à 1973.

Dans la deuxième période 1986-2000, c'est la période qui suit le choc pétrolier de 1986 et donc la crise de l'économie qui a causé l'augmentation du chômage qui est de 21,4 % en 1987. Les taux de chômage restent en hausse pendant les années 1991- 1999, respectivement les taux annuels est ; 21,2% en 1991 ; 23,8% en 1992 ; 24,4% en 1994 et 29,3 en 1999. Enfin en 2000 le taux du chômage est de 28,9%, cette hausse est due aux effets de plan d'ajustement structurel et l'arrivée massive des primo demandeurs sur le marché de travail.

Enfin dans la troisième période qui commence en 2001 jusqu'à 2015, elle se caractérise par une tendance à la baisse du taux de chômage, de 28,9 % en 2000 à 10,2 % en 2014, soit une baisse de 19 points de pourcentage tous les 14 ans. Cette baisse significative est principalement due aux mesures prises par les pays pour faire face au chômage dans ces politiques. Au cours de cette période l'état a pris plusieurs mesures, dont la mise en place d'un ensemble de dispositifs pour le processus d'exploitation, qui ont contribué de manière significative à réduire les taux de chômage. En effet, dans les dernières années 2016 à 2018 on remarque dans le graphique, en 2016 le taux a légèrement baissé de 10,2%. Puis en 2017, nous avons constaté une augmentation de 12%, enfin les deux derniers en 2018 et 2019 ont légèrement diminué à 11,9 % et 11,8% respectivement et le taux augmente les deux dernières années 14.24% en 2020 et 2021 14.54%.

¹⁰¹ ZERKAK Set MEKHMOKH.S, (2011), « La question du chômage et de la promotion de l'emploi en Algérie », www.iefpedia.com/.../La-question-du-chomage-et-de-la-promotion-de-l-emploi-en-algerie/, consulté le 15/05/2013

¹⁰² Cette période correspond à celle de l'économie planifiée

¹⁰³ KLAU Friedrich, MITTELSTADT Axes, « flexibilité du marché du travail », www.oecd.org/fr/eco/croissance/35557220.pdf, consulté le 06/04/2023.

3-4-2 La relation entre les régimes de changes et le chômage

À l'heure actuelle, le chômage est considéré comme l'un des plus gros problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement, et les conditions économiques dans ces pays peuvent être améliorées en stimulent l'économie, ce qui peut affecter la croissance économique de différentes manières, il est à noter qu'en Algérie, l'essentiel du revenu national provient des recettes en devises, à travers l'exportation des hydrocarbures. Ainsi, le régime de change est l'une des variables clés de l'économie nationale.¹⁰⁴.

D'autre part, les fluctuations des régimes de change provoquent des changements à grande échelle dans les économies des pays en général, bien que ces fluctuations soient parfois nécessaire pour obtenir une stabilité macroéconomique à long terme, à chaque fois le taux de change baisse les taux de chômeurs augmente.

Conclusion

Le chômage est un phénomène complexe qui touche de nombreux pays à travers le monde. Les facteurs qui contribuent à sa croissance sont multiples et comprennent souvent des problèmes socio-économiques tels que la croissance économique faible, les crises financières, la stagnation de la productivité, le manque d'investissements, de formation professionnelle et d'opportunités d'emploi.

Le chômage est non seulement préjudiciable aux individus qui en sont victimes, mais il peut également avoir des effets négatifs sur toute la société, en particulier sur les industries et les secteurs qui sont directement ou indirectement touchés par les taux élevés de chômage. La politique de l'emploi est une réponse importante et nécessaire pour contrer les effets négatifs du chômage. Cela peut inclure des programmes gouvernementaux tels que la formation professionnelle, l'aide à la recherche d'emploi et les subventions pour la création d'entreprises.

Le problème du chômage ne peut être résolu du jour au lendemain, mais en adoptant des solutions pratiques et en travaillant ensemble, nous pouvons travailler à réduire le taux de chômage et améliorer les perspectives économiques.

¹⁰⁴ ONAMO : Office National de la Main d'Œuvre, créé par le décret du 29 novembre 1962. Il a pour principale fonction, la gestion des flux migratoires des travailleurs algériens vers la France et la République démocratique allemande. En 1990, un changement de dénomination de l'ONAMO est décidé. L'Agence Nationale de l'Emploi (ANEM) prend sa suite en tant qu'établissement public.

Chapitre III

Les effets des régimes de change sur le chômage en Algérie une analyse logit-probit

Introduction

Ce chapitre examine l'impact des régimes de change en Algérie sur le chômage, en utilisant une méthode d'analyse en Logit-Probit dans un cas pratique ainsi que la relation entre les régimes de change et les variables macroéconomiques clés, telles que le chômage, la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB. Notre objectif est d'évaluer économétriquement l'effet des régimes de change sur ces variables explicatives. Nous adoptons un modèle Logit-Probit binaire pour cette analyse. Le chapitre est organisé en deux sections. La première section présente les modèles Logit-Probit binaire et leurs estimations. La deuxième section se concentre sur l'estimation du modèle Logit-Probit binaire pour évaluer l'impact des différents régimes de change adoptés par l'Algérie sur la période 1970-2021

Section 01 : La modélisation logistique : Logit-Probit binaire

Cette section se concentre sur la présentation de la modélisation logistique en utilisant les deux lois statistiques les plus couramment utilisées dans la pratique, à savoir la loi logistique et la loi de Gauss (distribution normale). Ces deux distributions sont utilisées pour estimer des modèles qualitatifs binaires, appelés respectivement logit et probit.

1-1-Le modèle Logit

Le modèle logit présente une double nature. D'une part, il s'agit d'un modèle de régression dans lequel la variable dépendante est binaire. D'autre part, il constitue une alternative à l'analyse discriminante linéaire. Le logit peut également être considéré comme un modèle économique de choix discret. Le modèle logit est basé sur une fonction de répartition des erreurs qui suit une loi logistique.

La fonction de répartition de logit binaire est comme suivie :

$$p_i = \Phi(\beta_0 + \beta_1 x_1) = \frac{1}{1 + \exp(-(\beta_0 + \beta_1 x_1))}$$

La fonction logit est utilisée pour effectuer une transformation, et si nous notons P la probabilité que $y_i=1$, nous pouvons l'exprimer de la manière suivante :

$$\text{Log}\left(\frac{p_i}{1-p_i}\right) = x_i \beta$$

En effet, il est vérifié que la probabilité que $y_i=1$ est une fonction croissante de la combinaison linéaire $x_i \beta$. Cela signifie que plus la combinaison linéaire $x_i \beta$ n'augmente, plus la probabilité que y_i soit égal à 1 n'augmente également.

1-1-1-Estimation du module logit

Dans l'estimation d'un modèle logit, la méthode de maximisation de vraisemblance est utilisée. La vraisemblance est définie comme la probabilité d'observer un échantillon donné les paramètres du processus qui a généré les données.

La fonction de vraisemblance est exprimée de la manière suivante :

$$L(y, x, \beta) = \prod_{i=1}^N L(y, x, \beta)$$

N est la taille -de l'échantillon constitué de paires (y_i, x_i) , y_i représente la variable binaire dépendante, x_i est le vecteur des variables explicatives de l'observation i , β est le vecteur de paramètres de dimension $G \times 1$, $\exp(\cdot)$ est la fonction exponentielle, et Π représente le produit des termes pour i allant de 1 à N.

Dans le modèle logit, l'équation de vraisemblance est donnée par :

$$L(y, x, \beta) = \prod_{i=1}^N \left[\frac{1}{1 + \exp(-(\beta_0 + \beta_1 x_1))} \right]^{1-y_i} \left[\frac{\exp(x_i \beta)}{1 + \exp(x_i \beta)} \right]^{y_i}$$

Cette équation permet de calculer la probabilité de densité conjointe associée à la paire (y_i, x_i) , où $f(\cdot)$ est une fonction croissante à valeurs positives et β est un vecteur de paramètres de dimension $G \times 1$

1-2-Le modèle Probit

Le Probit est un modèle probabiliste non linéaire basé sur une distribution normale, largement utilisé en marketing lorsque l'on travaille avec des variables explicatives binaires. Le modèle Probit suppose une distribution normale lorsque la fonction de répartition des erreurs, notée ε , suit une distribution normale, notée Φ .

Dans ce modèle, la variable dépendante binaire est modélisée en utilisant une fonction de répartition cumulative normale (CDF) appelée fonction Probit. La fonction Probit attribue des probabilités aux différentes valeurs de la variable dépendante en fonction des variables explicatives et des paramètres du modèle. La fonction de répartition cumulative normale, Φ , est utilisée pour modéliser la probabilité que la variable dépendante prenne la valeur 1.

Ainsi, le modèle Probit est basé sur l'hypothèse que les erreurs de prédiction suivent une distribution normale, ce qui permet de modéliser la probabilité de succès pour la variable dépendante binaire.

$$p_i = \int_{-\infty}^{\beta_0 + \beta_1 x_i} \varphi(t) dt = \Phi(.)$$

$$\text{ou : } \Phi(x) = \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-x^2/2}$$

$$\text{et } \Phi(x) = \int_{-\infty}^x \frac{1}{\sqrt{2\pi}} e^{-t^2/2} dt$$

Pour utiliser ces expressions avec U_i , qui a une variance δ^2 , nous devons standardiser la probabilité que $y_i=1$ en divisant par l'écart type δ . Cela permet d'obtenir une variable standardisée Z , qui suit une distribution normale standard.

La probabilité standardisée que $y_i=1$, notée Z_i , peut être calculée de la manière suivante :

$$\text{pros}(y_i = 1) = \text{prob}(u_i > -x_i \beta) = \text{prob}(u_i > x_i \beta)$$

où $\text{mean}(U_i)$ représente la moyenne des valeurs U_i dans l'échantillon.

En divisant U_i par l'écart type δ , nous réduisons la probabilité à une échelle standard, ce qui permet de l'interpréter en termes d'écart par rapport à la moyenne. Cela facilite la comparaison et l'analyse des résultats entre différentes variables et modèles.

1-2-1-Estimation du modèle Probit

En supposant que les observations sont indépendantes et identiquement distribuées, la vraisemblance du modèle Probit s'écrit comme le produit des probabilités associées aux réalisations de y_i . Notons N_1 et N_0 respectivement l'ensemble des observations pour lesquelles $\{y_i = 1\}$ et $\{y_i = 0\}$. La vraisemblance du modèle Probit peut être exprimée de la manière suivante :

$$L(y, x, \beta) = \prod_{N_1} [\Phi(x_i \beta)] \prod_{N_0} [1 - \Phi(x_i \beta)]$$

L'algorithme de maximisation numérique de log-vraisemblance est nécessaire, la fonction de log-vraisemblance s'écrit comme suit :

$$H(\beta) = -\sum_{i=1}^N \frac{\Phi^2(x_i\beta)x_i'x_i}{\Phi(x_i\beta)[1-\Phi(x_i\beta)]}$$

L'objectif de l'estimation du modèle Probit est de trouver les valeurs de β qui maximisent cette fonction de vraisemblance, ce qui peut être réalisé à l'aide de techniques d'optimisation numérique telles que la méthode du maximum de vraisemblance.

1-3-La comparaison entre le Probit et le logit

En pratique, le modèle logit et le modèle Probit sont très similaires en termes d'ajustement statistique. En effet, la distribution normale et la distribution logistique font partie de la même famille de lois exponentielles. On ne remarque la différence entre les deux modèles que lorsque l'échantillon est très grand, car ces deux distributions de probabilités ne se comportent différemment qu'aux deux extrémités du support (valeurs basses et hautes de la fonction de répartition). Pour une distribution normale, le poids des probabilités extrêmes est plus faible, et la fonction de répartition tend vers 0 ou 1 plus rapidement.

Il est important de noter qu'il n'est pas possible d'estimer séparément le vecteur de paramètres β et l'écart type σ dans le modèle Probit, car ils apparaissent comme un rapport. De même, dans le modèle logit, où l'on impose la variance de l'erreur du modèle à $\pi^2/3$, il n'est pas possible d'identifier directement l'écart type de U_i .

Une différence importante entre les deux modèles logit et Probit réside dans le fait que, en raison de leur modélisation différente, les valeurs estimées des paramètres ne sont pas directement comparables. Pour les comparer, il est recommandé d'utiliser le facteur $\pi/\sqrt{3} \approx 1,81$. Ainsi, dans le modèle Probit, les estimateurs sont multipliés par ce facteur pour permettre une comparaison directe avec le modèle logit.¹⁰⁵

Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire

L'économétrie, en tant que méthode d'analyse, utilise un ensemble de variables clés pour construire un modèle économétrique. Ces variables comprennent les variables à expliquer, les variables explicatives, les perturbations et les paramètres. Dans cette section, nous nous concentrons sur la présentation des variables utilisées pour étudier l'impact des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie à l'aide d'un modèle Logit-Probit binaire.

¹⁰⁵ Greene, W. H. (2003). *Econometric Analysis*. Pearson Education

2-1-le choix des variables :

Dans notre étude économétrique, nous utilisons une fonction mathématique qui combine à la fois des variables endogènes et des variables exogènes. Dans notre cas, nous utilisons les variables suivantes : le taux de croissance du PIB, le taux d'inflation, le taux de chômage et la balance extérieure. Ces variables sont utilisées pour analyser le modèle Logit-Probit binaire.

Nous examinons spécifiquement ces variables dans le contexte de l'économie algérienne sur la période de 1970 à 2021. Les données sont extraites de sources telles que l'Office National des Statistiques (ONS) et la Banque Mondiale

2-1-1-Le taux d'inflation (inf)

Le taux d'inflation est une mesure de la variation en pourcentage du niveau général des prix d'une période à l'autre.

Il est généralement mesuré par rapport à l'indice des prix à la consommation (IPC), qui représente les variations du coût d'un panier de biens et de services acheté par le consommateur moyen.

Les données sur le taux d'inflation sont exprimées en pourcentage et sont disponibles auprès de la Banque Mondiale. Dans notre analyse, nous utilisons les données sur le taux d'inflation fournies par la Banque Mondiale pour la période allant de 1970 à 2021.

2-1-2- La balance commerciale (Balancecom)

La balance commerciale représente l'ensemble des échanges de biens entre l'Algérie et le reste du monde. Elle est calculée comme la différence entre la valeur des exportations et des importations de biens de l'Algérie. Les exportations correspondent aux biens produits en Algérie et vendus à l'étranger, tandis que les importations désignent les biens produits à l'étranger et achetés en Algérie.

Pour notre analyse, nous utilisons les données sur la balance commerciale fournies par la Banque Mondiale. Ces données officielles couvrent la période de 1970 à 2021.

2-1-3- Le taux de chômage (Txc)

Le taux de chômage (TCH) est une mesure du pourcentage de personnes au chômage parmi la population active. La population active désigne les personnes en âge de exprimées en pourcentage (%) et couvrent la période de 1970 à 2021

2-1-4-Le taux de croissance de PIB(Pib)

Le PIB (Produit Intérieur Brut) est une variable explicative utilisée dans le modèle estimé. Il est considéré comme l'un des meilleurs indicateurs pour mesurer la croissance économique d'un pays. Le PIB quantifie la valeur totale de tous les biens et services produits à l'intérieur des frontières d'un pays au cours d'une période donnée.

Dans notre analyse, nous utilisons les données du PIB fournies par la Banque Mondiale. Les données sont exprimées en pourcentage (%) et couvrent la période de 1970 à 2021. La variation du PIB d'une période à l'autre est utilisée pour mesurer le taux de croissance économique. Une augmentation du PIB indique une croissance économique.

2-1-5 -Le régime de change (REGIME)

La variable qualitative binaire dans notre modèle est la variable de régime de change. Elle prend la valeur 0 lorsque le régime de change adopté est fixe et la valeur 1 lorsque le régime de change est flottant géré. Cette variable permet de capturer les différences dans les régimes de change et d'examiner leur impact sur les variables explicatives telles que le chômage, la balance commerciale, le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB.

Il convient de noter que le choix de ces valeurs (0 et 1) pour représenter les régimes de change fixe et flottant géré est arbitraire et peut varier selon la convention adoptée dans l'analyse économétrique.

2-2 Estimation du modèle Logit-Probit sur les variables choisies

L'estimation du modèle Logit-Probit binaire est faite sur le logiciel Eviews7. Les variables explicatives sont étalées sur 52 observations. Quant à la variable dépendante « Régime de change », qui est une variable binaire, elle est présentée ainsi :

$Y_i = 0$ le régime de change est fixe

$Y_i = 1$ le régime de change est flottant géré

Dans le tableau N°01 et N°02 sont reportés les résultats d'estimation du modèle Logit Probit binaire :

Tableau N°07: Estimation du modèle Logit

Dependent Variable: REGIME				
Method: ML - Binary Logit (Quadratic hill climbing)				
Date: 05/25/23 Time: 13:50				
Sample: 1970 2021				
Included observations: 52				
Convergence achieved after 4 iterations				
Covariance matrix computed using second derivatives				
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	2.741117	1.193887	2.295960	0.0217
PIB	-0.077721	0.079284	-0.980283	0.3269
INF	-0.127562	0.063026	-2.023974	0.0430
TXC	-0.072852	0.058379	-1.247916	0.2121
BALANCECOM	0.129128	0.049246	2.622088	0.0087
McFadden R-squared	0.314971	Mean dependent var		0.519231
S.D. dependent var	0.504505	S.E. of regression		0.407399
Akaike info criterion	1.140946	Sum squared resid		7.800786
Schwarz criterion	1.328565	Log likelihood		-24.66458
Hannan-Quinn criter.	1.212874	Deviance		49.32917
Restr. deviance	72.01036	Restr. log likelihood		-36.00518
LR statistic	22.68119	Avg. log likelihood		-0.474319
Prob(LR statistic)	0.000147			
Obs with Dep=0	25	Total obs		52
Obs with Dep=1	27			

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews7

2-2-1-Interprétation des résultats du Logit

L'estimation du modèle logit est couronnée par l'équation suivante

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 Txc + \beta_2 Inf + \beta_3 pib + \beta_4 balancecom + \varepsilon Y_i$$

$$Y_i = 2.7411C - 0.0728txc - 0.1275inf - 0.0777pib + 0.1291balancecom + \varepsilon t$$

Avant d'interpréter les résultats de l'estimation nous devons valider le modèle sur le plan statistique .

- **Validation statistique du model :**

Tout d'abord, nous allons tester la significativité des coefficients estimés des variables explicatives. Pour cela, nous comparons la probabilité de chaque coefficient de variable au seuil de risque α de 10%. La constante présente une probabilité de 0,0217, qui est inférieure à $\alpha=10\%$. Par conséquent, la constante est significative.

En ce qui concerne le coefficient du taux de chômage, sa probabilité est de 0,2121, ce qui est supérieur à 0,1. Cela signifie que la variable chômage n'est pas significatif.

Toutefois, la variable taux de chômage est essentiel dans notre analyse pour apporter des éléments de réponse à notre problématique.

Par la suite, nous avons également estimé le modèle Probit afin de vérifier les résultats obtenus par le modèle Logit.

Tableau N°08: Estimation du modèle Probit

Dependent Variable: REGIME				
Method: ML - Binary Probit (Quadratic hill climbing)				
Date: 05/25/23 Time: 14:04				
Sample: 1970 2021				
Included observations: 52				
Convergence achieved after 4 iterations				
Covariance matrix computed using second derivatives				
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	1.502304	0.660471	2.274596	0.0229
INF	-0.061307	0.029886	-2.051386	0.0402
PIB	-0.045782	0.046353	-0.987696	0.3233
TXC	-0.040855	0.034346	-1.189520	0.2342
BALANCECOM	0.078037	0.028024	2.784702	0.0054
McFadden R-squared	0.307073	Mean dependent var	0.519231	
S.D. dependent var	0.504505	S.E. of regression	0.413599	
Akaike info criterion	1.151884	Sum squared resid	8.040016	
Schwarz criterion	1.339503	Log likelihood	-24.94898	
Hannan-Quinn criter.	1.223813	Deviance	49.89796	
Restr. deviance	72.01036	Restr. log likelihood	-36.00518	
LR statistic	22.11241	Avg. log likelihood	-0.479788	
Prob(LR statistic)	0.000190			
Obs with Dep=0	25	Total obs	52	
Obs with Dep=1	27			

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews7

2-2-2- Interprétation des résultats du Probit

Dans le tableau N02 sont reportés les résultats d'estimation d'un modèle probit binaire

$$Y_i = \beta_0 + \beta_1 txc + \beta_2 inf + \beta_3 pib + \beta_4 balancecom + \varepsilon_t$$

$$Y_i = 1.5023C - 0.0408txc - 0.0613inf - 0.0457pib + 0.0780balancecom + \varepsilon_t$$

a-Validation statistique du modèle

En comparant les probabilités de chaque variable au seuil de risque α de 10%, nous constatons que la variable taux de chômage a une probabilité critique de 0,2342 ce qui est largement supérieur au seuil de α . Par conséquent, il est nécessaire d'effectuer une épuration du modèle en suivant une approche conventionnelle consistant à aller du modèle plus général au plus parcimonieux. Après plusieurs manipulations, nous avons obtenu un résultat exploitable et relativement robuste d'un point de vue économétrique

2-2-3-Estimation du modèle Logit-Probit après suppression de la variable taux d'inflation

Nous avons effectué une nouvelle estimation en retirant la variable du taux d'inflation. Nous avons donc estimé un autre modèle logit binaire. Les résultats de cette estimation sont présentés dans le tableau 03.

Tableau N°09: Estimation du modèle Logit

Dependent Variable: REGIME				
Method: ML - Binary Logit (Quadratic hill climbing)				
Date: 05/25/23 Time: 13:52				
Sample: 1970 2021				
Included observations: 52				
Convergence achieved after 4 iterations				
Covariance matrix computed using second derivatives				
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	2.266453	1.121942	2.020117	0.0434
PIB	-0.060621	0.083015	-0.730245	0.4652
TXC	-0.108341	0.054709	-1.980319	0.0477
BALANCECOM	0.136387	0.044877	3.039149	0.0024
McFadden R-squared	0.237214	Mean dependent var		0.519231
S.D. dependent var	0.504505	S.E. of regression		0.446219
Akaike info criterion	1.210164	Sum squared resid		9.557327
Schwarz criterion	1.360259	Log likelihood		-27.46425
Hannan-Quinn criter.	1.267707	Deviance		54.92850
Restr. deviance	72.01036	Restr. log likelihood		-36.00518
LR statistic	17.08186	Avg. log likelihood		-0.528159
Prob(LR statistic)	0.000680			
Obs with Dep=0	25	Total obs		52
Obs with Dep=1	27			

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews7

L'équation estimée et reportée ci-dessous :

$$Y_i = 2.2664 - 0.0606 \text{pib} - 0.1083 \text{txc} + 0.1363 \text{balancecom} + \varepsilon_t$$

2-2-4- Validation statistique de modèle :

b-Tests de significativité des paramètres :

Il faut tout d'abord tester la significativité de chaque paramètre pour cela il faut poser:

$$H_0: B_k = 0$$

$$H_1: B_k \neq 0$$

On va comparer la probabilité de chaque paramètre au seuil α qui est de 10% ainsi

Si la probabilité $> \alpha$ 10% on accepte H_0

Si la probabilité $< \alpha$ 10% on accepte H_1

- La probabilité de la constante est égale 0,0434 donc elle est inférieure à α qui égale à 10%. On accepte H_1 , alors la constante est significative.,
- La variable de PIB a une probabilité critique de 0,4652. On accepte H_0 cette variable n'est pas significative.
- La variable de la balance commerciale sa probabilité est égale 0,0024 il est inférieur à α qui égale à 10% On accepte H_1 cette variable est significative.
- La variable taux de chômage a une probabilité critique de 0,0477 elle est inférieure à α qui égale à 10% On accepte H_1 donc il est significatif.

a- Test de significativité global du modèle

Nous comparons le rapport de vraisemblance noté LR (donner par la sortie de logiciel) à la statistique Khi-deux tabulée à k degré de liberté (sachant k est le nombre des variables explicatives), $k = 3$

Si $LR > \chi^2$ On accepte H_1 il existe au moins un coefficient significatif Si $LR < \chi^2$ On accepte H_0 aucun coefficient n'est significatif

La valeur de Khi-deux tabulée au degré de liberté $k=3$, au seuil de 10% est égale à 6,251.

LR statistique = 17,0818 donc $\chi^2 < LR$, $6,251 < 17,0818$ donc on accepte H_1 il existe au moins un coefficient significative.

Le modèle sur le plan statistique est globalement significatif.

Tableau N°10: Estimation de modèle Probit

Dependent Variable: REGIME				
Method: ML - Binary Probit (Quadratic hill climbing)				
Date: 05/25/23 Time: 14:06				
Sample: 1970 2021				
Included observations: 52				
Convergence achieved after 4 iterations				
Covariance matrix computed using second derivatives				
Variable	Coefficient	Std. Error	z-Statistic	Prob.
C	1.396822	0.653457	2.137587	0.0326
PIB	-0.036589	0.049550	-0.738418	0.4603
TXC	-0.066585	0.031898	-2.087413	0.0369
BALANCECOM	0.084504	0.026403	3.200535	0.0014
McFadden R-squared	0.242643	Mean dependent var		0.519231
S.D. dependent var	0.504505	S.E. of regression		0.445605
Akaike info criterion	1.202646	Sum squared resid		9.531070
Schwarz criterion	1.352741	Log likelihood		-27.26879
Hannan-Quinn criter.	1.260189	Deviance		54.53758
Restr. deviance	72.01036	Restr. log likelihood		-36.00518
LR statistic	17.47279	Avg. log likelihood		-0.524400
Prob(LR statistic)	0.000565			
Obs with Dep=0	25	Total obs		52
Obs with Dep=1	27			

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews7

2-3-2 Validation statistique du modèle

Dans ce modèle l'équation estimée est la suivante :

$$Y_i = 1,3968c - 0,0365pib - 0,0665txc + 0,0845balancecom + \varepsilon t$$

a-Test de significativité des paramètres

Dans cette étape, nous allons tester la probabilité de chaque variable on compare à α au seuil de 10%

Si la probabilité est supérieure à 0,1 donc on accepte H_0

Si la probabilité inférieure à 0,1 donc on accepte H_1

- La constante est toujours significative $0,0326 < 0,1$ on accepte H_1
- La variable de la balance commercial a une probabilité critique qui est égale à $0,0014 < 0,1$, donc il est significatif. On accepte H_1
- La variable de taux de chômage sa probabilité $0,0369 < 0,1$ donc cette variable est significative On accepte H_1 .
- La variable de PIB il a une probabilité qui égale à $0,4603 > 0,1$, donc n'est pas significative on accepte H_0 .

b-Test de significativité global du modèle :

Dans notre comparaison, nous utilisons le rapport de vraisemblance (LR) et le test du chi-deux avec un degré de liberté (k) égal à 3, compte tenu du nombre de variables explicatives. Si $LR > \chi^2$, nous acceptons l'hypothèse alternative H_1 , ce qui signifie qu'au moins un coefficient est significatif. Si $LR < \chi^2$, nous acceptons l'hypothèse nulle H_0 , ce qui signifie qu'aucun coefficient n'est significatif.

La valeur tabulée du test du chi-deux avec un degré de liberté $k = 3$ et un seuil de 10% est de 6,251.

Dans notre cas, la statistique LR est de 17,4727, ce qui signifie que $\chi^2 < LR$, c'est-à-dire que $6,251 < 17,4727$. Par conséquent, nous acceptons l'hypothèse alternative H_1 , ce qui indique qu'il existe au moins un coefficient significatif.

Nous avons obtenu les mêmes résultats pour les deux modèles. Sur le plan statistique, les modèles sont globalement significatifs et bons.

c-Table de prédiction des résultats

Dans l'objectif d'appréhender les qualités prévisionnelles du modèle sur l'échantillon, nous avons fait recours à la table de prédiction reportée dans le tableau N°10, en comparant la probabilité estimée pour individu d'être $Y_i = 1$ ($p(\text{Dep} = 1)$) au seuil arbitraire de 50% à la valeur de $Y_i = 0$ ou bien 1.

Pour cette application, nous avons 25 observation pour lesquelles ($= 0$) le modèle indique que 18 observation ont une probabilité estimée que le régime de change soit flottant géré, inférieur à 50%. Dans 72 % des cas le régime de change fixe est correctement prévu.

Pour 27 des observations pour lesquelles ($= 1$), le modèle indique que 19 observation que ont une probabilité estimée supérieur à 50%. Dans 70.37 % des cas le régime de change flottant géré est donc correctement prévu. Donc on va dire que le taux d'erreur est totalement faible.

Tableau N° 11 : table de prédictions et des résultats attendus

Expectation-Prediction Evaluation for Binary Specification						
Equation: UNTITLED						
Date: 06/01/23 Time: 22:10						
Success cutoff: C = 0.5						
	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
P(Dep=1)≤C	18	8	26	0	0	0
P(Dep=1)>C	7	19	26	25	27	52
Total	25	27	52	25	27	52
Correct	18	19	37	0	27	27
% Correct	72.00	70.37	71.15	0.00	100.00	51.92
% Incorrect	28.00	29.63	28.85	100.00	0.00	48.08
Total Gain*	72.00	-29.63	19.23			
Percent Gain**	72.00	NA	40.00			
	Estimated Equation			Constant Probability		
	Dep=0	Dep=1	Total	Dep=0	Dep=1	Total
E(# of Dep=0)	15.60	9.40	25.00	12.02	12.98	25.00
E(# of Dep=1)	9.40	17.60	27.00	12.98	14.02	27.00
Total	25.00	27.00	52.00	25.00	27.00	52.00
Correct	15.60	17.60	33.20	12.02	14.02	26.04
% Correct	62.40	65.18	63.84	48.08	51.92	50.07
% Incorrect	37.60	34.82	36.16	51.92	48.08	49.93
Total Gain*	14.32	13.26	13.77			
Percent Gain**	27.58	27.58	27.58			
*Change in "% Correct" from default (constant probability) specification						
**Percent of incorrect (default) prediction corrected by equation						

Source : réalisation personnelle à partir du logiciel Eviews7

2-4 Interprétation économique des résultats

Les coefficients ayant des signes positifs et négatifs, signifie que l'augmentation d'une variable parmi les variables explicatives indique qu'il y a une hausse ou bien baisse de l'opportunité du régime de change flottant géré durant la période d'étude.

La variable de la balance commerciale est significative et de signe positive, cela indique que la balance commerciale a un effet positif sur le régime de change flottant géré. Cela signifie que le régime de change flottant favorise la prospérité de la balance commerciale.

La variable de taux de chômage, qui est significative avec un signe négatif, indique qu'au cours de la période de régime de change flottant le taux de chômage a diminué.

Nous pouvons donc avancer que le régime de change flexible favorise une performance en termes de taux de chômage.

La variable de taux d'inflation est significative de signe négatif, l'opportunité d'un régime de change flexible géré est donc plus grande.

Conclusion

Dans ce chapitre, notre étude vise à analyser les effets des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie pour la période 1970-2021. Nous avons utilisé les modèles Logit et Probit pour mener notre analyse. Tout d'abord, nous avons sélectionné les variables à inclure dans le modèle en nous basant sur les travaux de recherche existants dans ce domaine.

Cette étude met en évidence l'importance de la politique de change dans la gestion du chômage en Algérie. Les résultats obtenus fournissent des indications précieuses pour l'élaboration de politiques économiques visant à favoriser la croissance économique et à réduire le chômage de manière efficace. Il est essentiel que les décideurs politiques prennent en compte ces résultats pour orienter leurs choix de régimes de change et de mesures économiques connexes.

Conclusion générale

Les États utilisent différentes politiques économiques pour améliorer la situation économique de leur pays, y compris l'Algérie. Parmi ces politiques, la politique monétaire et la politique de change jouent un rôle important. La politique de change a des impacts significatifs sur la politique économique en contribuant à la stabilisation des niveaux de prix, à l'équilibre de la croissance économique et à la balance commerciale, tout en ayant des répercussions sur les taux de chômage.

Dans notre étude sur l'impact des régimes de change sur les variables macroéconomiques en Algérie, en particulier le chômage, nous avons obtenu des résultats significatifs et tiré des conclusions importantes. Le régime de change joue un rôle crucial dans la détermination du prix du changement, et ces règles institutionnelles ont subi d'importants changements pour s'adapter à l'évolution du système monétaire international.

Depuis la fin de Bretton Woods en 1973, l'économie mondiale a connu différents régimes de change, allant du fixe au flexible. Les pays ont la liberté de choisir leur régime de change et doivent le déclarer au FMI. Les classifications de jure et de facto sont utilisées pour évaluer les régimes de change. La flexibilité des taux de change est devenue une tendance dominante, favorisée par la liquidité internationale croissante et l'internationalisation de l'économie. Cela a conduit au développement des marchés de change, tant officiels que parallèles. Ces évolutions ont des répercussions sur les politiques économiques, les échanges internationaux et la gestion des risques financiers. Une compréhension approfondie des régimes de change est nécessaire pour les décideurs afin de prendre des décisions éclairées en matière de politique monétaire et de change.

La littérature sur les régimes de change démontre que le choix d'un régime de change par un pays peut avoir des conséquences sur le taux de chômage ainsi que sur d'autres indicateurs macroéconomiques tels que l'inflation, le PIB et la balance commerciale. En effet, une plus grande variabilité des taux de change est associée à une réduction du chômage, ce qui indique une plus grande stabilité des prix ainsi qu'un équilibre de la balance commerciale et une croissance économique grâce à une augmentation des exportations et une diminution des importations. D'autre part, un régime de change flottant géré peut entraîner de l'inflation, ce qui crée une certaine incertitude pour les agents économiques. En revanche, un régime de change fixe élimine un mécanisme macroéconomique important, à savoir la fluctuation des taux de change.

Le chômage est un problème majeur qui affecte l'économie en ayant un impact sur le niveau de vie des individus. L'Algérie, tout comme d'autres économies dans le monde, est confrontée à

cette problématique sociale. Le taux de chômage en Algérie a été très élevé, atteignant 29% à la fin des années 1999, mais il a diminué pour s'établir à environ 10% entre 2001 et 2012.

Pour analyser l'impact des régimes de change sur le taux de chômage en Algérie sur la période 1970-2021, nous avons utilisé des méthodes économétriques et logistiques, en particulier le modèle logit-probit binaire. Les résultats de notre analyse montrent que l'Algérie a connu deux périodes en termes de régime de change. De 1970 à 1994, le pays a adopté un régime de change rigide (fixe), puis à partir de 1995 jusqu'à 2021, il a adopté un régime de change flottant géré.

Les résultats de notre estimation indiquent que l'adoption d'un régime de change flexible géré a un effet positif sur le taux de chômage en Algérie. En ce qui concerne la balance commerciale, nous constatons un équilibre grâce à une augmentation des exportations et une diminution des importations, ce qui se traduit par une baisse du taux de chômage.

Ces résultats suggèrent que le choix d'un régime de change approprié peut jouer un rôle crucial dans la gestion du chômage et la promotion de l'équilibre économique. Cependant, il est important de prendre en compte d'autres facteurs et de mener des analyses approfondies pour comprendre pleinement les mécanismes à l'œuvre.

En conclusion de notre étude, nous résumerons les résultats essentiels de notre analyse et discuterons des implications pour la politique économique en Algérie. Nous mettrons en évidence les recommandations qui découlent de nos résultats et identifierons les pistes de recherche futures dans ce domaine.

Nous tenons à souligner que notre étude présente certaines limites. Les données disponibles peuvent être sujettes à des lacunes ou des imperfections, ce qui peut influencer les résultats de notre analyse. De plus, d'autres facteurs non pris en compte dans notre étude peuvent également avoir une influence sur le taux de chômage en Algérie.

Nous espérons néanmoins que notre étude contribuera à une meilleure compréhension de la relation entre les régimes de change et le taux de chômage en Algérie, et fournira des informations utiles pour les décideurs politiques et les économistes dans leurs efforts pour promouvoir la croissance économique et réduire le chômage dans le pays.

Références bibliographiques

Ouvrages

- ADDA, Jacques. Brésil : la quadrature du cercle. Jacques Adda Département des diagnostics de l'OFCE. Observations et diagnostics économiques, 1987, vol. 79
- ARTUS Patrick, MUET Pierre-Alain : « Théories du chômage », édition ECONOMICA, Paris, P. 9.
- Benbiteur.A, (1998), « l'Algérie au troisième millénaire : défis et potentialité », éditions Marnioor, Algérie, page 70.
- Boeck supérieur, 2017."Introduction à l'économie internationale : le commerce et l'investissement"
- CAHUC Pierre, ZYLBERBERG André : « le chômage fatalité ou nécessité ? », édition Flammarion, 2004, P.32.
- DAHMANI, Ahmed et CHAVANCE, Bernard. L'Algérie à l'épreuve : économie politique des réformes 1980-1997. L'Algérie à l'épreuve, 1999, p. 1-296
- DUTHIL Gérard : « Economie de l'emploi et du chômage », édition ellipses, Paris, 1994, P.20.
- Edwards, S. (2015) « The choice of exchange rate regime »
- Fonds Monétaire International (FMI). (2016)"Les régimes de change : Guide analytique et opérationnel pour les pays membres »
- GAUTIE Jérôme, « Coût du travail et emploi », éditions La Découverte, Paris, 1998, P. 3.
- GAUTIE Jérôme, « Le chômage », éditions la découverte, Paris, 2009, P. 7.
- GRANGEAS Geneviève, LE PAGE Jean-Marie : « Economie de l'emploi », Presses Universitaires de France, France, 1993.
- Kenen, P. (1969)"Monetary Problems of the International Economy"
- KEYNES John Maynard : « Théorie générale de l'emploi de l'intérêt et de la monnaie », Ed. Payot, France, 1996, P. 282.
- Marc Melitz. J. (2015)"International Economics: Theory and Policy"
- MAROIS B., ANDRIEUX M-A, DURAND R. : « Chômage et relance de l'emploi la vision des entreprises », édition ECONOMICA, Paris, 1997, P. 30.

- Maurice Obstfeld et Kenneth Rogoff, 1996 "Foundations of International Macroeconomics"
- MISHKIN, Frederic S 2010 « Monnaie, banque et marchés financiers »
- N. Gregory Mankiw 2018 "Principles of Economics"
- PHILIPPE D'iribarne : « Le chômage paradoxal », édition Economie en liberté, Paris, 1990, P.26.
- PLIHON Dominique : « Emploi et chômage », la documentation française, N° 246, Aubervilliers, 1990, P.21.
- POURCEL Patrice : « Le chômage », éditions. Bréal, Paris, 2002, P. 44.
- REAL Bernard : « La puce et le chômage », éditions du seuil, Paris, 1990, P.223.
- Taylor, A. M. (2004) "Global capital markets: integration, crisis, and growth"

Thèses et mémoires

- CHIALI, Hichem. Les variations du taux de change réel influencent-elles l'inégalité des revenus entre zones urbaines et rurales en Algérie 2004.
- Dalila.G, (2004), « évolution du taux d'inflation en Algérie », fiche de synthèse, Missions économique, Algérie.
- Farid. M, (2007), « les politiques commerciales de l'Algérie et son intégration à l'Europe », mémoire online, université de Pau et des pays de l'Adour.
- IDRES K., ZAABOT F. : « Le chômage et son traitement par la CNAC. CAS : CNAC DE T.O ». Mémoire de licence en sciences de gestion, UMMTO, 2005.
- Livaso Ravelonahina Jemisa 2019 « Choix de régime de change et ses impacts sur l'inflation au sein de la SADC »
- MERNACHE, Amina. Le statut et le rôle de l'État algérien dans l'économie : rupture et continuité. 2017. Thèse de doctorat. Université Paris-Est
- Mr Riadh EL FERKTAJI et Abderrahim HASNI « Le mésalignement du Taux de Change Effectif Réel du Dinar Algérien » Université d'Antananarivo, 2019
- NAIT-ALI S. : « La contribution des dispositifs publics à l'absorption du chômage en Algérie : ANSEJ ; ANGEM et CNAC », mémoire de licence en Sciences Economiques, option finance banque, UMMTO, 2010.

- SAMI. S et HOSSEIN.D, (2007), « Essai de modélisation de l'inflation en Algérie », Mémoire de Master, Économie et finance »
- Yougbare, Lassana2009 « Effets macroéconomiques des régimes de change : essais sur la volatilité, la croissance économique et les déséquilibres du taux de change réel » Université d'Auvergne-Clermont-Ferrand I, 2009.

Articles et revues

- ABDALLAH. A, (2005) : « Taux de change réel d'équilibre pour un PED :application aux pays du Maghreb ».
- Ahmed Ouyahia "Algeria's Economic Development Strategy: 2015-2019" dans The Journal of North African Studies en 2016
- Aloui C. et Sassi H., « Régime de change et croissance économique : une investigation empirique », Économie internationale 2005.
- AMINOKH : « exposé sur le chômage »
- ANOTA M. : « Les théories du chômage »
- Benyoub et Redjel en 2021 "L'impact de l'investissement des revenus pétroliers sur les variables macroéconomiques"
- BOBBO, Amadou2016 "Régime de change et cyclicité budgétaire dans les pays africains"page 515-517
- K. Al-Smadi, M. M. Al-Sarayreh & M. A. Al-Rawashdeh. (2018) « Pros and Cons. International Journal of Economics, Commerce and Management »
- LAMIRI A. : "Les cause structurelles du chômage et les remèdes", journal El Watan, 19 janvier 2015.
- McKinnon, R. I. (1963) "Optimum currency areas"
- Mundell, R. (1961)"A theory of optimum currency areas"
- Richard E. Baldwin (2016) "The Great Convergence: Information Technology and the New Globalization"
- Robert Mc Kinnon (1963)"Optimum Currency Areas"
- Robert Mundell 1961"A theory of optimum currency areas"

- Sawyer, M. (2003). "Theoretical reflections on the EMU, the Euro and macroeconomic policy in Europe"
- SCHOR Armand Denis page 546. "La théorie des zones monétaires optimales : l'optimum, le praticable, le crédible et le réel"
- William C. Byrd, (2003), « Contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », Confluence Méditerranée N°45.

Les rapports

- Banque mondiale en 2021 "Algérie - Aperçu"
- BESSAOUD, Omar, PELLISSIER, J.-P., ROLLAND, J.-P., et al. Rapport de synthèse sur l'agriculture en Algérie. 2019. Thèse de doctorat. CIHEAM-IAMM
- International Monetary Fund. (2016). "Exchange Rate Regimes and Policies."
- Le Fonds monétaire international (FMI), (2016) "Exchange Rate Regimes: Classification, Definitions and Monetary Policy Implications"
- Le Fonds monétaire international (FMI), (2019) « Exchange Rate Regimes: Choices and Consequences »
- Ministère des Finances d'Algérie. (2016). Loi de finances complémentaire pour 2016
- Rapport de la Banque d'Algérie, (2000), « Évolution économique et monétaire en Algérie ».
- Rapport de la Banque d'Algérie, (2005), « Évolution économique et monétaire en Algérie », P. 45.
- Rapport de la Banque d'Algérie, (2013), « Activité économique et monétaire en Algérie », p. 29.
- Rapport du FMI n°07/61 février 2007, page 3.
- Selon le dernier rapport de la Banque mondiale de 2008

Sites internet

- www.banquemonddiale.org
- www.bank-of-Algeria.dz
- www.memoireonlige.com
- www.ons.dz
- www.cours.fr

Table des matières

Table des matières

Remerciement

Dédicaces

Introduction Générale..... 1

Chapitre I: Le choix d'un régime de change

Introduction 5

Section 01 : Typologie des régimes de change 6

1-Régime de change fixe versus flexible 6

1-1-le régime de change fixe 6

1-1-1-Définition et caractéristiques du régime de change fixe 6

1-1-1-2-Les catégories de régimes fixes..... 6

1-1-2- Les avantages et les inconvénients du régime de change fixe 7

1-2-le régime de change flottant 8

1-2-1 -Définition et caractéristiques du change flottant 9

1-2.2 Les avantages et les inconvénients du change flottant 10

1-3- Les Régimes de change intermédiaire 11

1-3-1 -Définition et caractéristiques du change intermédiaire..... 11

1-3-2-Les avantages et les inconvénients du change intermédiaire..... 12

Section 02 : Les théories de choix d'un régime de change 14

2-1- La théorie de la zone monétaire optimale 15

2-1-1-Définition d'une Zone Monétaire Optimale 15

2-1-2-Les critères d'une zone monétaire optimale 15

2-1-3- Les avantages et les inconvénients de la théorie des ZMO 18

2-2-La théorie de la trinité impossible et le choix d'un régime de change 19

2-2-1 -Présentation de la théorie de la trinité impossible 20

2-3-La nature des chocs économiques et le choix du régime de change 22

2-3-1 La nature des chocs économiques 22

2-3-2 Choix d'un régime de change en fonction du choc économique 23

Section 03 : l'évolution de taux de change en Algérie..... 25

3-1-Le contexte économique et financier en Algérie 25

3-1-1-Les principales caractéristiques de l'économie algérienne..... 25

3-1-2-Les évolutions récentes du contexte financier 26

3-1-3-Les évolutions récentes du contexte financier 26

3-2-La politique de change en Algérie 27

3-2-1-La politique de change Algérienne période 1971 à 1988 27

3-2-2-La politique de change algérienne période 1988 à 1994.....	28
3-2-3-La politique de change algérienne de 1994 à ce jour.....	29
Conclusion.....	31

Chapitre II: Cadre théorique et empirique du chômage et de régime de change

Introduction	32
Section 01 : Eléments de présentation du chômage	33
1-1 Explications théoriques du chômage.....	33
1-1-1 L'analyse néo-classique du chômage.....	33
1-1-2 L'analyse Keynésienne du chômage	35
1-1-3 La théorie du déséquilibre	36
1-1-4 Le halo du chômage	37
1-1-5 Mesure du chômage	37
1-2 Les typologies du chômage	40
1-2-1 Chômage conjoncturel.....	40
1-2-2 Le chômage frictionnel.....	40
1-2-3 Chômage structurel	41
1-2-4 Chômage technologique	41
1-2-5 Chômage technique	41
1-2-6 Chômage saisonnier	41
1-2-7 Chômage partiel	41
1-2-8 Chômage volontaire	42
1-3 Les causes du chômage	42
1-3-1 La croissance démographique	42
1-3-2 Le facteur culturel	42
1-3-3 Le progrès technique	43
1-3-4 Manque de qualifications professionnelles	43
1-3-5 La délocalisation	43
Section 2 : L'évolution du chômage en Algérie.....	44
2-1 Les cause de chômage on Algérie	44
2-2 Les conséquences du chômage en Algérie	44
Section 03 : L'incidence des régimes de change sur la performanceéconomique	45
3-1 Régime de change et la croissance de PIB	45
3-1-1 La croissance de PIB	45
3-1-2 La relation entre les régimes de changes et la croissance de PIB	48
3.2 Régime de change et l'inflation	49

3-2-1 Le taux d'inflation	49
3-2-2 La relation entre les régimes de changes et l'inflation	53
3-3 Régime de change et le commerce extérieur	54
3-3-1 Commerce extérieur	54
3-3-2 La relation entre le régime de changes et le commerce extérieur	55
3-4 Régime de change et le taux de chômage	56
3-4-1 Taux de chômage	56
3-4-2 La relation entre les régimes de changes et le chômage	58
Conclusion	58

Chapitre III: Les effets des régimes de change sur le chômage en Algérie une analyse logit-probit

Introduction	59
Section 01 : La modélisation logistique : Logit-Probit binaire	60
1-1-Le modèle Logit	60
1-1-1-Estimation du module logit	60
1-2-Le modèle Probit	61
1-2-1-Estimation du modèle Probit	62
1-3-La comparaison entre le Probit et le logit	63
Section 02 : Estimation du Logit-Probit binaire	63
2-1-le choix des variables :	64
2-1-1-Le taux d'inflation (inf)	64
2-1-2- La balance commerciale (Balancecom)	64
2-1-3- Le taux de chômage (Txc)	64
2-1-4-Le taux de croissance de PIB(Pib)	65
2-1-5 -Le régime de change (REGIME)	65
2-2 Estimation du modèle Logit-Probit sur les variables choisies	65
2-2-1-Interprétation des résultats du Logit	66
2-2-2- Interprétation des résultats du Probit	67
2-2-3-Estimation du modèle Logit-Probit après suppression de la variable taux d'inflation	68
2-2-4- Validation statistique de modèle :	69
2-3-2 Validation statistique du modèle	70
2-4 Interprétation économique des résultats	73
Conclusion	73
Conclusion générale	74
Références bibliographiques	

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des graphes

Liste des figures

Annexe

Résumé

Liste des abréviations

Abréviation	Signification
FMI	fondement monétaire international
PIB	indicateur économique permettant
ONS	office national des statistiques
TXC	Le taux de chômage
PAS	plan d'ajustement structurel
BIT	Bureau international du travail
PAS	Programme d'ajustement structurel
ZMO	zones monétaires optimales
DZD	le dinar algérien
GSE	la Gestion Socialiste des Entreprises
SGT	le Statut Général du Travailleur
IFI	Institutions Financières Internationales
IPC	des prix à la consommation

Liste des tableaux

Numéro	Liste des Tableaux	Page
01	Type de régime intermédiaire et ces Caractéristiques	24
02	les Avantages et les Inconvénients des Régime de change	26
03	La nature des chocs économiques et le choix d'un régime de change	35
04	Les facteurs influençant le choix d'un régime de change	36
05	Taux de change Officiel et parallèle en Algérie par rapport au franc français	40
06	La parité USD/DA (1988-1994)	41
07	Estimation de modèle logit	81
08	Estimation de modèle probit	82
09	Estimation de modèle logit	83
10	Estimation de modèle probit	84
11	table de prédictions et des résultats attendus	85

Liste des graphes

Numéro	Graphe	page
01	Graphe représente l'équilibre sur le marché du travail	46
02	Graphe représente l'évolution de la croissance de PIB En Algérie	58
03	Graphe représente évolution du taux d'inflation en Algérie durant la période 1970-2021	62
04	Graphe représente la balance extérieure en Algérie	67
05	Graphique représentant l'évolution du taux de chômage en Algérie	69

Liste des figures

Numéro	Figures	page
01	Le Triangle des incompatibilités de MUNDELL	33
02	les zones floues entre emploi, chômage et inactivité	49
03	Répartition de la population totale	51

Annexe

année	régime	inf	balancecom	txc	Pib
1970	0	6,6	-7,0799	22,45	8,8626
1971	0	2,63	-9,2212	24,2	-11,3317
1972	0	3,66	-5,2773	24,87	27,4239
1973	0	6,17	-6,0861	23,58	3,8131
1974	0	4,7	3,2592	22,48	7,4949
1975	0	8,23	-9,2766	27,45	5,0453
1976	0	9,43	-4,064	27,45	8,3867
1977	0	11,99	-11,1537	22	5,2585
1978	0	17,52	-14,6328	19,15	9,2148
1979	0	11,35	-1,7174	19,15	7,4778
1980	0	9,52	3,9999	19,15	0,7906
1981	0	14,65	3,7095	19,15	2,9999
1982	0	6,54	1,9267	16,3	6,4
1983	0	5,97	2,1394	13,1	5,4
1984	0	8,12	-1,7563	8,7	5,5999
1985	0	10,48	-3,1582	9,7	3,6999
1986	0	12,37	-10,3171	15,55	0,4
1987	0	7,44	-4,1396	21,4	-0,6999
1988	0	5,91	-7,0958	19,95	-1
1989	0	9,3	-9,8747	18,1	4,4
1990	0	16,65	-1,4933	19,7	0,8
1991	0	25,89	5,518	21,2	-1,2
1992	0	31,67	1,4501	23,8	1,8
1993	0	20,54	-1,355	23,15	-2,1
1994	0	29,05	-3,5229	24,36	-0,8999
1995	1	29,78	-2,8014	28,1	3,7999
1996	1	18,68	5,8157	27,99	4,0999
1997	1	5,73	9,5687	26,41	1,0999
1998	1	4,95	0,0622	28,02	5,1
1999	1	2,65	5,3711	29,29	3,2
2000	1	0,34	21,281	28,89	3,8
2001	1	4,23	14,6724	27,3	2,9999
2002	1	1,42	9,8749	25,89	5,5999
2003	1	4,27	14,3728	23,71	7,2
2004	1	3,96	14,405	17,7	4,2999
2005	1	1,38	23,1317	15,3	5,8999
2006	1	2,31	26,8913	17,7	1,7
2007	1	3,67	22,1981	13,8	3,3999
2008	1	4,68	19,2621	11,3	2,4
2009	1	5,73	-0,581	10,2	1,6
2010	1	3,71	7,0224	10	3,5999
2011	1	4,52	10,1019	10	2,9
2012	1	8,89	8,3761	10,97	3,3999

2013	1	3,25	2,8089	9,81	2,8
2014	1	2,92	-1,439	10,2	3,7999
2015	1	4,78	-13,3515	11,2	3,7
2016	1	6,4	-14,1806	10,2	3,1999
2017	1	5,59	-10,0569	12	1,2999
2018	1	4,27	-6,3249	11,89	1,2
2019	1	2,2	-6,4376	11,81	0,7999
2020	1	2,42	-10,68	14,2	-5,1
2021	1	7,22	0,2	14,5	3,5

Base de données

Résumé

Notre étude examine l'impact des régimes de change sur le chômage en Algérie de 1970 à 2021. En utilisant la méthode Logit-Probit binaire, nous constatons que les régimes de change flottants gérés ont un effet positif sur le taux de chômage, ce qui suggère qu'ils favorisent de meilleurs résultats en termes d'emploi. Ces résultats fournissent des indications précieuses pour les décideurs politiques et les économistes en Algérie.

Summary

Our study examines the impact of exchange rate regimes on unemployment in Algeria from 1970 to 2021. Using the binary Logit-Probit method, we find that managed floating exchange rate regimes have a positive effect on the unemployment rate, which suggests that they promote better employment outcomes. These results provide valuable insights for policy makers and economists in Algeria.

ملخص

سعر الصرف على البطالة في الجزائر من 1970 إلى 2021. وباستخدام طريقة Logit-Probit الثنائية، نجد أن أنظمة سعر الصرف العائم المُدارة لها تأثير إيجابي على معدل البطالة، مما يشير إلى أنها تعزز فرص عمل أفضل النتائج. توفر هذه النتائج رؤى قيمة لوضع السياسات والاقتصاديين في الجزائر.